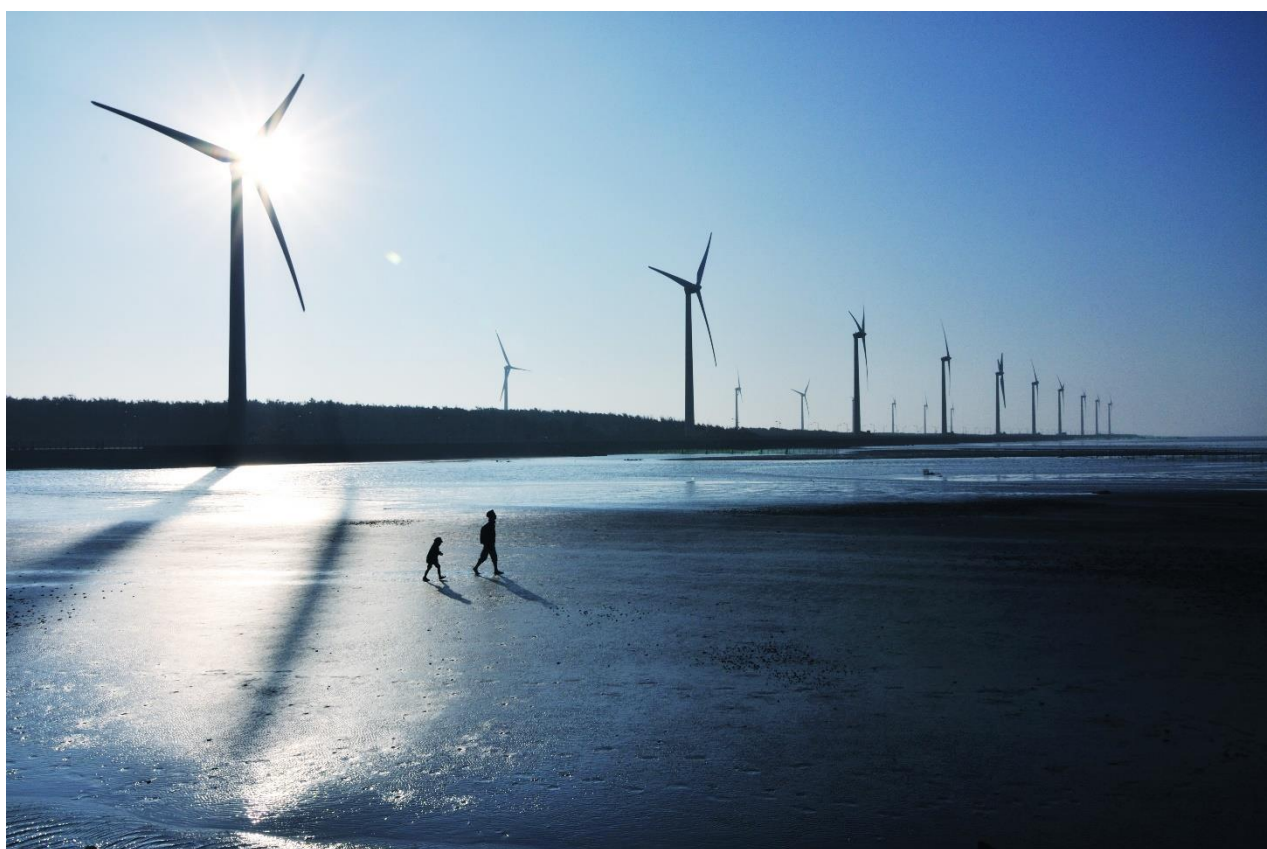


RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

2023

Le présent rapport financier semestriel est établi conformément au III de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier. Il comprend un rapport semestriel d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023, les comptes consolidés du Groupe Bureau Veritas au 30 juin 2023, le rapport des Commissaires aux comptes et la déclaration des personnes responsables du document.



**BUREAU
VERITAS**

Sommaire

1.	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2023	3
1.1.	Note préliminaire	3
1.2.	Faits marquants du premier semestre 2023	3
1.2.1	Croissance organique soutenue du chiffre d'affaires au premier semestre, tirée par une demande solide et les services liés à la Durabilité et à la transition énergétique	3
1.2.2	Une situation financière solide	4
1.2.3	Les actionnaires de Bureau Veritas approuvent la distribution de dividende au titre de l'exercice 2022	4
1.2.4	Évolutions au sein du Conseil d'administration	4
1.2.5	Évolutions organisationnelles au sein du Comité exécutif	5
1.3.	Évolution de l'activité et des résultats	6
1.3.1	Chiffre d'affaires	6
1.3.2	Résultat opérationnel	7
1.3.3	Résultat opérationnel ajusté	7
1.3.4	Résultat financier	9
1.3.5	Impôt sur les résultats	9
1.3.6	Résultat net part du Groupe	10
1.3.7	Résultat net ajusté part du Groupe	10
1.3.8	Résultats par activité	11
1.4.	Flux de trésorerie et financement	19
1.4.1	Flux de trésorerie	19
1.4.2	Financement	22
1.5.	Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	27
1.6.	Transactions entre parties liées	28
1.7.	Perspectives	28
1.8.	Évènement postérieur à la clôture	28
1.9.	Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS	29
1.9.1	Croissance	29
1.9.2	Résultat opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée	30
1.9.3	Taux effectif d'impôt ajusté	31
1.9.4	Résultat net ajusté	32
1.9.5	Flux de trésorerie disponible	32
1.9.6	Endettement financier	33
1.9.7	EBITDA consolidé	33
1.10.	Stratégie RSE à horizon 2025 et Indicateurs extra-financiers	33
2.	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2023	37
2.1.	États financiers consolidés semestriels	37
	Résultat global consolidé semestriel	38
	État de la situation financière consolidée semestrielle	39
	Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels	40
	Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie	41
2.2	Notes aux États financiers consolidés semestriels résumés	42
	Note 1 Informations générales	42
	Note 2 Faits marquants du premier semestre 2023	42
	Note 3 Principes et méthodes comptables	43
	Note 4 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	43
	Note 5 Information sectorielle	44
	Note 6 Éléments du résultat opérationnel	45
	Note 7 Impôt sur le résultat	46
	Note 8 Écarts d'acquisition	46
	Note 9 Acquisitions et cessions	47
	Note 10 Capital souscrit	47
	Note 11 Paiements en actions	47
	Note 12 Dette financière	48
	Note 13 Garanties et cautions données	49
	Note 14 Provisions pour risques et charges	49
	Note 15 Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	50
	Note 16 Résultat par action	50
	Note 17 Dividende par action	51

	Note 18 Information complémentaire sur les instruments financiers	52
	Note 19 Transactions avec les parties liées	53
	Note 20 Événement postérieur à la clôture	53
	Note 21 Périmètre de consolidation	53
2.3	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2023 (période du 1er janvier au 30 juin 2023)	54
3.	DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	55

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2023

1.1. NOTE PRELIMINAIRE

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les comptes semestriels consolidés du Groupe et leurs notes annexes au 30 juin 2023 figurant au Chapitre 2 du présent Rapport financier semestriel au 30 juin 2023, ainsi que les comptes consolidés du Groupe et leurs notes annexes au 31 décembre 2022, figurant au chapitre 6 – États financiers du Document d'enregistrement universel 2022.

En application du Règlement (CE) 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les comptes condensés de Bureau Veritas au titre du premier semestre 2023 et du premier semestre 2022 ont été établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne.

Les indicateurs alternatifs de performance présentés dans ce chapitre sont définis et rapprochés avec les indicateurs IFRS dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS du présent Rapport financier semestriel.

1.2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2023

1.2.1 CROISSANCE ORGANIQUE SOUTENUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU PREMIER SEMESTRE, TIRÉE PAR UNE DEMANDE SOLIDE ET LES SERVICES LIÉS À LA DURABILITÉ ET À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Sur une base organique, le chiffre d'affaires du premier semestre 2023 a augmenté de 9,4 % par rapport au premier semestre 2022, dont 10,3 % au deuxième trimestre, profitant de tendances de fond solides dans la plupart des activités.

Cela reflète les situations suivantes par activité :

- Deux tiers du portefeuille (comprenant les activités Marine & *Offshore*, Industrie, Bâtiment & Infrastructures et Certification) ont délivré une croissance organique du chiffre d'affaires à deux chiffres au premier semestre, bénéficiant d'une forte tendance à la décarbonation (Marine & *Offshore*, Bâtiment & Infrastructures notamment), de la transition énergétique (tirée par les énergies renouvelables) et de la demande croissante pour les services liés à la Durabilité et à l'ESG (pour l'activité Certification notamment).
- Un autre cinquième du portefeuille (comprenant l'activité Agroalimentaire & Matières Premières) a enregistré une croissance organique à un chiffre modérée à élevée en hausse de 6,5 %. Cette croissance a été portée par des conditions de marché toujours aussi favorables dans les services aux gouvernements et des tendances soutenues dans d'autres activités.
- Un huitième du portefeuille (avec les services liés aux Biens de consommation) a connu une baisse organique du chiffre d'affaires de 3,1 %, en raison à nouveau de niveaux de stocks élevés et du moindre nombre de lancements de nouveaux produits.

1.2.2 UNE SITUATION FINANCIERE SOLIDE

À fin juin 2023, la dette financière nette ajustée du Groupe a diminué légèrement par rapport au niveau du 31 décembre 2022. Le Groupe bénéficie d'une structure financière solide, avec l'essentiel de ses échéances se situant au-delà de 2024.

Au 30 juin 2023, Bureau Veritas disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie disponibles de 1,7 milliard d'euros et d'une ligne de crédit confirmée non tirée de 600 millions d'euros. Le ratio dette financière nette ajustée / EBITDA a de nouveau diminué pour s'établir à 0,95x (à comparer à 1,10x au 30 juin 2022) et le ratio EBITDA / charges financières nettes consolidées était de 26,10x.

La maturité moyenne de la dette financière du Groupe était à 4,2 ans alors que le coût moyen de la dette au cours du premier semestre 2023 était de 1,0 % (hors impact IFRS 16), contre 2,5 % au cours du premier semestre 2022, bénéficiant de l'augmentation des produits de placements de trésorerie.

1.2.3 LES ACTIONNAIRES DE BUREAU VERITAS APPROUVENT LA DISTRIBUTION DE DIVIDENDE AU TITRE DE L'EXERCICE 2022

Les actionnaires, à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle de Bureau Veritas, ont approuvé la distribution d'un dividende de 0,77 euro par action au titre de l'exercice 2022 (résolution n° 3, approuvée à 99,99 %) avec une mise en paiement en numéraire, le 6 juillet 2023.

1.2.4 ÉVOLUTIONS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le 22 juin 2023, à l'issue de l'Assemblée générale annuelle, le Conseil d'administration a décidé des changements suivants :

Laurent Mignon nommé Président du Conseil d'administration de Bureau Veritas

Laurent Mignon est nommé en tant que Président du Conseil d'administration. Avant cela, il avait rejoint le Conseil d'administration de Bureau Veritas en tant qu'administrateur non exécutif et avait été nommé Vice-président du Conseil d'administration et Président du Comité stratégique le 15 décembre 2022.

Pascal Lebard nommé Administrateur Référent indépendant et Vice-Président du Conseil d'administration

Sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, Pascal Lebard a été nommé Administrateur Référent indépendant et Vice-Président du Conseil d'administration. Il siège au Conseil de Bureau Veritas en tant qu'Administrateur indépendant depuis 2013 et est Président du Comité des nominations et des rémunérations.

Évolutions des Comités, incluant la création d'un Comité RSE

Un Comité RSE a été créé et sera présidé par Ana Giros Calpe. Il a également été décidé de nommer Julie Avrane en tant que Présidente du Comité stratégique, en remplacement de Laurent Mignon.

Tous les Comités du Conseil d'administration de Bureau Veritas sont désormais présidés par un Administrateur indépendant, renforçant ainsi la gouvernance du Groupe.

1.2.5 ÉVOLUTIONS ORGANISATIONNELLES AU SEIN DU COMITE EXECUTIF

Hinda Gharbi nommée Directrice Générale de Bureau Veritas

À l'issue de l'Assemblée générale annuelle du 22 juin 2023, le Conseil d'administration de Bureau Veritas a nommé Hinda Gharbi en tant que Directrice Générale. Elle a rejoint Bureau Veritas le 1^{er} mai 2022 en tant que *Chief Operating Officer* et est membre du Comité exécutif du Groupe. Depuis le 1^{er} janvier 2023, elle occupait le poste de Directrice Générale Adjointe de Bureau Veritas.

Au cours du premier semestre de l'année, le Comité exécutif a accueilli deux nouveaux membres reportant à Hinda Gharbi, Directrice Générale de Bureau Veritas.

Vincent Bourdil nommé Vice-Président exécutif *Global Business Lines* et Performance de Bureau Veritas

Le 1^{er} mai 2023, Vincent Bourdil a été nommé Vice-Président exécutif de l'organisation *Global Business Lines* et Performance. Il a rejoint Bureau Veritas en 2016 pour construire et piloter la *Global Service Line Food*. En 2019, il a été promu Vice-Président des activités Matières Premières, Industrie & Infrastructures (CIF) en Asie du Sud-Est. En 2020, Vincent avait pris les fonctions de Senior Vice-Président pour les régions Asie du Sud-Est et Pacifique.

Marc Roussel nommé Vice-Président exécutif Matières Premières, Industrie et Infrastructures, France et Afrique

Marc Roussel a été nommé Vice-Président exécutif Matières Premières, Industrie & Infrastructures (CIF), France et Afrique au 1^{er} mars 2023. Il a rejoint Bureau Veritas en 2015 en tant que Senior Vice-Président, Matières Premières, Industrie & Infrastructures, Afrique.

1.3. ÉVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS

(en millions d'euros)	S1 2023	S1 2022	Variation
Chiffre d'affaires	2 904,2	2 693,4	+ 7,8 %
Achats et charges externes	(828,9)	(767,6)	
Frais de personnel	(1 532,6)	(1 414,1)	
Autres produits et charges	(169,8)	(136,5)	
Résultat opérationnel	372,9	375,2	(0,6) %
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0,3	0,1	
Résultat opérationnel après quote-part des sociétés mises en équivalence	373,2	375,3	(0,6) %
Résultat financier	(15,2)	(29,5)	
Résultat avant impôts	358,0	345,8	+ 3,5 %
Charge d'impôt	(113,2)	(111,1)	
Résultat net	244,8	234,7	+ 4,3 %
Intérêts minoritaires	(12,3)	(9,5)	
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	232,5	225,2	+ 3,2 %

1.3.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires a atteint 2 904,2 millions d'euros au premier semestre 2023, soit une hausse de 7,8 % par rapport au premier semestre 2022.

- La croissance organique s'est élevée à 9,4 % par rapport au premier semestre 2022, avec un rebond de 10,3 % au deuxième trimestre 2023, bénéficiant de solides tendances de marché dans la plupart des activités et des zones géographiques.

Quatre activités ont enregistré une très forte croissance organique : Marine & Offshore de 15,6 %, Industrie de 15,5 %, Certification de 11,2 % et Bâtiment & Infrastructures (B&I) de 10,8 %. L'activité Agroalimentaire & Matières Premières a connu une croissance organique de 6,5 % tirée par tous les segments. À l'inverse, les services liés aux Biens de consommation ont connu une baisse organique de 3,1 % en raison de la diminution des lancements de nouveaux produits et d'une baisse des volumes.

Par zone géographique, la région Amériques a été parmi les plus performantes (28 % du chiffre d'affaires ; 12,4 % de croissance organique), principalement tirée par une croissance de 25,9 % en Amérique du Sud grâce notamment à la bonne performance du Brésil et du Chili. La croissance en Europe (35 % du chiffre d'affaires ; en hausse de 8,6 % sur une base organique) a été générale dans la plupart des pays. L'activité en Asie-Pacifique (28 % du chiffre d'affaires ; croissance organique de 6,3 %) a bénéficié de la reprise progressive des activités en Chine (concentrée au deuxième trimestre), tandis qu'une croissance à deux chiffres a été enregistrée en Australie. Enfin, l'Afrique et le Moyen-Orient (9 % du chiffre d'affaires) ont surpassé le reste du Groupe en affichant une croissance organique de 14,4 %, essentiellement tirée par l'activité Bâtiment & Infrastructures et les projets dans le secteur de l'énergie au Moyen-Orient.

- L'effet de périmètre est positif à 1,5 %, reflétant l'impact des acquisitions *bolt-on* des trimestres précédents.
- Les variations des taux de change ont eu un impact négatif de 3,1 % (dont 4,9 % au deuxième trimestre), principalement du fait de l'appréciation de l'euro face à la plupart des monnaies.

Les méthodes de calcul retenues pour déterminer les composantes de la croissance du chiffre d'affaires sont présentées dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS du présent Rapport financier semestriel.

1.3.2 RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel s'élève à 372,9 millions d'euros, globalement stable par rapport aux 375,2 millions d'euros du premier semestre 2022. À taux de change constant, la hausse est de + 4,1 %.

1.3.3 RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE

Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le résultat opérationnel avant prise en compte des éléments d'ajustement tel que décrit dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS et la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS de la section 2.2 – Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel.

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du résultat opérationnel ajusté au premier semestre 2023 et au premier semestre 2022 :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2023	S1 2022	Variation
Résultat opérationnel	372,9	375,2	(0,6 %)
Amortissement des actifs incorporels issus des acquisitions	21,1	22,0	n.s.
Dépréciation et mise au rebut d'actifs immobilisés	21,4	3,7	n.s.
Charges de restructuration	18,6	8,9	n.s.
Résultats de cessions d'activités et autres charges et produits relatifs aux acquisitions	0,2	1,1	n.s.
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ	434,2	410,9	+ 5,7 %

Les éléments d'ajustement au cours du premier semestre 2023 s'élèvent à 61,3 millions d'euros, à comparer à 35,7 millions d'euros au premier semestre 2022, et se décomposent de la façon suivante :

- 21,1 millions d'euros d'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (en baisse par rapport aux 22,0 millions d'euros au premier semestre 2022) ;
- 21,4 millions d'euros de dépréciation et de mise au rebut d'actifs principalement liés aux activités Agroalimentaire & Matières Premières et Biens de Consommation ;
- 18,6 millions d'euros de charges de restructuration, principalement liées aux activités de Biens de Consommation, Bâtiment & Infrastructures et celles liées aux matières premières (8,9 millions d'euros au premier semestre 2022) ;
- 0,2 million d'euros de charges liées aux cessions et acquisitions (à comparer à une perte nette de 1,1 million d'euros au premier semestre 2022).

Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 434,2 millions d'euros, en hausse de 5,7 % par rapport au premier semestre 2022 et en progression de 10,2 % à taux de change constant.

Évolution du résultat opérationnel ajusté

(en millions d'euros)

Résultat opérationnel ajusté au 30 juin 2022	410,9
Variation organique	36,8
Résultat opérationnel ajusté organique	447,7
Effet périmètre	5,2
Résultat opérationnel ajusté à taux de change constant	452,9
Effet de change	(18,7)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ AU 30 JUIN 2023	434,2

La marge opérationnelle ajustée à taux de change constant s'élève à 15,2 % au premier semestre 2023, en baisse de 9 points de base par rapport au premier semestre 2022 (dont un recul organique de 7 points de base et un effet périmètre négatif de 2 points de base). En données publiées, la marge opérationnelle ajustée est en baisse de 30 points de base, à 15,0 % contre 15,3 % au S1 2022.

Évolution de la marge opérationnelle ajustée

(en pourcentage et points de base)

Marge opérationnelle ajustée au 30 juin 2022	15,3 %
Variation organique	(7) pb
Marge opérationnelle ajustée organique	15,2 %
Effet périmètre	(2) pb
Marge opérationnelle ajustée à taux de change constant	15,2 %
Effet de change	(21) pb
MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE AU 30 JUIN 2023	15,0 %

En termes de marge opérationnelle organique, le Groupe a connu des dynamiques différentes selon les activités au cours du premier semestre 2023.

La marge opérationnelle ajustée organique est restée stable dans l'ensemble, la croissance du chiffre d'affaires et l'effet de levier opérationnel ayant permis d'augmenter les marges dans les activités Marine & Offshore, Industrie et Agroalimentaire & Matières premières, compensant la baisse des marges dans les activités Biens de Consommation, Bâtiment & Infrastructures et, dans une certaine mesure, Certification.

1.3.4 RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier du Groupe comprend essentiellement les intérêts et l'amortissement des frais d'émission de la dette, les produits reçus au titre de prêts, des titres de créances ou de capital ou autres instruments financiers détenus par le Groupe et les plus ou moins-values sur titres de placement ainsi que les pertes et gains sur opérations en devises et l'ajustement de juste valeur des dérivés financiers. Il inclut également les coûts financiers des régimes de retraites, ainsi que le produit ou rendement attendus des actifs de régimes de retraite financés et l'effet de réactualisation des provisions à long terme.

Évolution du résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2023	S1 2022
Coût de l'endettement financier brut	(47,0)	(40,3)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	22,4	1,4
Coût de l'endettement financier net	(24,6)	(38,9)
Résultat de change	14,2	14,2
Coût financier des régimes de retraites	(1,5)	0,8
Autres	(3,3)	(5,6)
RÉSULTAT FINANCIER	(15,2)	(29,5)

La charge financière nette s'élève à 15,2 millions d'euros au premier semestre 2023, comparé à 29,5 millions d'euros à la même période en 2022.

Le coût de l'endettement financier net à 24,6 millions d'euros au premier semestre 2023 est en baisse en comparaison au premier semestre 2022 (à 38,9 millions d'euros) et s'explique principalement par l'augmentation des produits de trésorerie.

Les gains et pertes de change du Groupe résultent de l'impact des fluctuations des devises sur les actifs et passifs des filiales libellés dans une devise autre que leur devise fonctionnelle. Au premier semestre 2023, le Groupe a enregistré des gains de change de 14,2 millions d'euros en raison de l'appréciation du dollar américain et de l'euro par rapport à la plupart des devises des marchés émergents (gains de change de 14,2 millions d'euros au premier semestre 2022).

Le coût financier des régimes de retraite s'élève à 1,5 million d'euros au premier semestre 2023 contre 0,8 million d'euros au premier semestre 2022.

1.3.5 IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 113,2 millions d'euros au premier semestre 2023, contre 111,1 millions d'euros au premier semestre 2022.

Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, s'établit à 31,6 % au premier semestre 2023 contre 32,1 % au premier semestre 2022.

Le TEI ajusté est de 30,7 %, en baisse de 0,6 point par rapport au premier semestre 2022. Il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustements. La baisse observée résulte principalement de la réduction des distributions de dividendes en provenance de pays soumis à une retenue à la source au cours de la période.

Évolution du taux effectif d'impôt

(en millions d'euros et pourcentage)

	S1 2023	S1 2022
Résultat avant impôts	358,0	345,8
Charge d'impôt	(113,2)	(111,1)
Taux Effectif d'Impôt (TEI)	31,6 %	32,1 %
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (TEI) AJUSTÉ	30,7 %	31,3 %

1.3.6 RESULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du Groupe atteint 232,5 millions d'euros au premier semestre 2023, à comparer à 225,2 millions d'euros au premier semestre 2022.

Le résultat net par action est un bénéfice de 0,51 euro, à comparer à un bénéfice par action de 0,50 euro au premier semestre 2022.

1.3.7 RESULTAT NET AJUSTE PART DU GROUPE

Le résultat net ajusté part du Groupe est défini comme le Résultat net part du Groupe ajusté des éléments d'ajustement nets d'impôt tel que décrit dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS et la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS de la section 2.2 – Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel.

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du résultat net ajusté part du Groupe au premier semestre 2023 et au premier semestre 2022 :

(en millions d'euros)

	S1 2023	S1 2022
Résultat net part du Groupe	232,5	225,2
BPA ^(a) (en euro par action)	0,51	0,50
Éléments d'ajustement	61,3	35,7
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	-
Effet d'impôt sur les éléments d'ajustement	(15,6)	(8,4)
Intérêts minoritaires	(1,9)	(3,9)
RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU Groupe	276,3	248,6
BPA AJUSTÉ ^(a) (euros par action)	0,61	0,55

(a) Calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions de 452 412 873 au premier semestre 2023 et de 452 052 884 au premier semestre 2022.

Le résultat net ajusté part du Groupe s'élève au total à 276,3 millions d'euros, en hausse de 11,1% par rapport aux 248,6 millions d'euros du premier semestre 2022. Le bénéfice ajusté par action est de 0,61 euro au premier semestre 2023, en amélioration de 11,1 % par rapport au premier semestre 2022 (0,55 euro par action) et de 16,9 % ajusté des effets de change.

Évolution du résultat net ajusté part du Groupe

(en millions d'euros)

Résultat net ajusté part du Groupe au 30 juin 2022	248,6
Variation organique et effet périmètre	42,1
Résultat net ajusté part du Groupe à taux de change constant	290,7
Effet de change	(14,4)
RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE AU 30 JUIN 2023	276,3

1.3.8 RESULTATS PAR ACTIVITE

Évolution du chiffre d'affaires par activité

(en millions d'euros et pourcentage)	S1 2023	S1 2022 ^(a)	Croissance			
			Totale	Organique	Périmètre	Change
Marine & Offshore	228,6	204,5	+ 11,8 %	+ 15,6 %	-	(3,8) %
Agroalimentaire & Matières Premières	611,6	588,0	+ 4,0 %	+ 6,5 %	-	(2,5) %
Industrie	618,3	562,4	+ 9,9 %	+ 15,5 %	-	(5,6) %
Bâtiment & Infrastructures	868,8	777,8	+ 11,7 %	+ 10,8 %	+ 2,3 %	(1,4) %
Certification	227,8	209,2	+ 8,9 %	+ 11,2 %	-	(2,3) %
Biens de consommation	349,1	351,5	(0,7) %	(3,1) %	+ 6,0 %	(3,6) %
TOTAL S1	2 904,2	2 693,4	+ 7,8 %	+ 9,4 %	+ 1,5 %	(3,1) %

(a) Le chiffre d'affaires du premier semestre 2022 a été retraité en raison d'un reclassement d'environ 1,9 million d'euros de l'activité Industrie vers l'activité Bâtiment & Infrastructures.

Évolution du résultat opérationnel ajusté par activité

(en millions d'euros et pourcentage)	Résultat opérationnel ajusté			Marge opérationnelle ajustée					
	S1 2023	S1 2022	Variation	S1 2023	S1 2022	Variation totale (pb)	Organique	Périmètre	Change
Marine & Offshore	56,5	50,1	+ 12,7 %	24,7 %	24,5 %	+ 22	+ 113	-	(91)
Agroalimentaire & Matières Premières	82,3	76,2	+ 8,0 %	13,5 %	13,0 %	+ 50	+ 66	-	(16)
Industrie	76,1	62,2	+ 22,4 %	12,3 %	11,0 %	+ 125	+ 147	-	(22)
Bâtiment & Infrastructures	106,4	103,9	+ 2,4 %	12,2 %	13,4 %	(111)	(134)	+ 21	+ 2
Certification	41,7	40,0	+ 4,3 %	18,3 %	19,1 %	(80)	(63)	-	(17)
Biens de consommation	71,2	78,5	(9,3) %	20,4 %	22,3 %	(195)	(67)	(95)	(33)
TOTAL S1	434,2	410,9	+ 5,7 %	15,0 %	15,3 %	(30)	(7)	(2)	(21)

MARINE & OFFSHORE

(en millions d'euros)	S1 2023	S1 2022	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	228,6	204,5	+ 11,8 %	+ 15,6 %	-	(3,8) %
Résultat opérationnel ajusté	56,5	50,1	+ 12,7 %			
Marge opérationnelle ajustée	24,7 %	24,5 %	+ 22 pb	+ 113 pb	-	(91) pb

L'activité Marine & Offshore a enregistré une très forte croissance organique de 15,6 % au premier semestre 2023 (dont 17,7 % au deuxième trimestre), tirée par toutes les régions et activités :

- Une croissance organique à deux chiffres dans le segment **Nouvelles constructions** (39 % du chiffre d'affaires de la division), reflétant un carnet de commandes solide avec une accélération de la conversion en ventes sur le premier et le second semestre.
- Le sous-segment **Navires en service (Core)** (46 % du chiffre d'affaires de la division) a délivré une croissance à deux chiffres, continuant à bénéficier d'une importante demande en inspections périodiques, ainsi que des hausses de prix et de la croissance de la flotte classée. Au second semestre, le Groupe attend une croissance relative plus modérée en comparaison à la croissance exceptionnellement forte du deuxième semestre 2022 (effet de rattrapage post-confinement en Chine et effet *one-off* réglementaire au quatrième trimestre 2022). Au 30 juin 2023, la flotte classée par Bureau Veritas est composée de 11 577 navires, représentant 146,5 millions de tonneaux bruts (GRT).
- Une croissance organique à deux chiffres a été enregistrée pour les **Services** (15 % du chiffre d'affaires de la division, incluant *Offshore*), qui ont profité de la combinaison d'un bon développement commercial des services non-liés à la classification, notamment les services de conseil en matière d'efficacité énergétique.

Les nouvelles commandes s'élèvent au total à 4,3 millions de tonneaux bruts au 30 juin 2023. Le carnet de commandes atteint ainsi 20,4 millions de tonneaux bruts à la fin du semestre, soit une hausse de 13,3 % par rapport aux 18,0 millions de tonneaux bruts à fin juin 2022. Il est composé de navires utilisant le GNL (gaz naturel liquéfié) comme carburant, de navires porte-conteneurs et de navires spécialisés.

La division a continué à bénéficier de sa position de leader sur le marché des carburants alternatifs, principalement le GNL et la double propulsion au méthanol.

L'activité Marine & Offshore a continué à se concentrer sur les leviers opérationnels permettant des gains d'efficacité *via* la digitalisation et les services à haute valeur ajoutée. En avril 2023, Bureau Veritas et Kongsberg ont lancé une plateforme de maintenance de machines numériquement optimisée qui permet à l'application de maintenance des machines (MMA) de se connecter directement au système de gestion de maintenance d'un opérateur de navire K-Fleet de Kongsberg Digital.

La marge opérationnelle ajustée du semestre s'est améliorée de 22 points de base à 24,7 % par rapport au premier semestre 2022, impactée par des effets de change défavorables (91 points de base). Sur une base organique, elle a augmenté de 113 points de base, bénéficiant du levier opérationnel, d'un *mix* positif et de l'excellence opérationnelle.

Réalisations en matière de Durabilité

Le Groupe continue d'innover dans le domaine des carburants du futur et des nouveaux systèmes de propulsion. Au deuxième trimestre 2023, il a délivré une approbation de principe (AIP) au processus de décomposition thermocatalytique de Rotoboost pour la capture du carbone. La technologie de Rotoboost convertit le gaz naturel en hydrogène et en carbone solide à l'aide d'un catalyseur liquide. L'hydrogène peut être utilisé pour les piles à combustible ou comme combustible d'appoint pour les moteurs à combustion ou les chaudières à gaz.

Le Groupe a également travaillé sur le financement des navires aligné sur les objectifs de décarbonation du secteur maritime. Il a mis au point un outil permettant d'élaborer des trajectoires de décarbonation réalistes

pour le transport maritime sur la base d'une méthodologie *bottom-up*. Il a également aidé un *pool* de banques à définir leurs propres stratégies en matière de décarbonation.

AGROALIMENTAIRE & MATIÈRES PREMIÈRES

(en millions d'euros)	S1 2023	S1 2022	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	611,6	588,0	+ 4,0 %	+ 6,5 %	-	(2,5) %
Résultat opérationnel ajusté	82,3	76,2	+ 8,0 %			
Marge opérationnelle ajustée	13,5 %	13,0 %	+ 50 pb	+ 66 pb	-	(16) pb

L'activité Agroalimentaire & Matières Premières a délivré une croissance organique de 6,5 % au premier semestre 2023, marqué par des dynamiques positives pour toutes les activités. Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de 5,4 % sur une base organique.

Le segment **Produits Pétroliers et Péetrochimiques** (O&P, 30 % du chiffre d'affaires de la division) a réalisé globalement une croissance organique modérée à un chiffre. Les activités liées aux échanges O&P (*Trade*) sont en hausse continue, grâce à des volumes et à des initiatives en matière de tarification. La croissance a été particulièrement bonne en Europe, en raison de gains de parts de marché dans des zones clés et d'une activité accrue notamment en Belgique et en Grèce. Tout au long du premier semestre, les services non liés aux échanges et les activités à forte valeur ajoutée, tels que les services Verifuel d'études de quantité de combustible de soute, ainsi que les solutions axées sur la Durabilité ont continué à se développer dans l'ensemble du segment O&P. Le Groupe bénéficie d'une traction croissante grâce à ses nouvelles initiatives sur les biocarburants et l'OCM (*Oil Condition Monitoring*), qui ont tous deux connu une croissance organique élevée à deux chiffres.

L'activité **Métaux & Minéraux** (M&M, 33 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une croissance organique modérée à un chiffre. L'activité *Upstream* (près des deux-tiers de M&M) affiche une croissance solide (+ 3,1 %). Le Groupe a continué à bénéficier du succès de sa stratégie de laboratoires sur site en remportant plusieurs contrats importants au cours de la période (notamment une mine de minerai de fer en Australie et une mine de cuivre au Chili). Dans les tests liés à l'exploitation minière, l'activité a de nouveau été tirée par le *mix* de l'or, des métaux de transition énergétique et des minéraux en vrac. Les activités commerciales ont enregistré une croissance organique à deux chiffres de leur chiffre d'affaires (+10,3 %). Cette croissance a été tirée par toutes les principales matières premières, avec des volumes d'échanges importants en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique du Sud, ainsi que par des initiatives en matière de tarification.

Le secteur **Agroalimentaire** (22 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une croissance organique élevée à un chiffre au cours du premier semestre, grâce aux produits agricoles. Les activités d'inspection agricole ont connu une forte croissance, bénéficiant de tendances solides en Europe et notamment dans l'ensemble du couloir du Danube, suite aux changements d'itinéraires commerciaux. L'activité au Moyen-Orient a été particulièrement forte suite à l'ouverture d'un nouveau laboratoire et grâce à la bonne performance commerciale. L'activité Alimentaire a connu une croissance organique modérée à un chiffre, avec une amélioration au cours du deuxième trimestre. Les activités d'inspection ont connu une croissance plus importante que celles en lien avec les tests, bénéficiant notamment d'un environnement réglementaire favorable aux services de traçabilité en Europe (règlement européen contre la déforestation, *German Supply Chain act*). Les *hubs* les plus importants du Groupe ont généré de la croissance, l'Australie profitant d'une poursuite de sa diversification. De nouvelles zones géographiques ont également contribué à la hausse de l'activité, notamment les États-Unis (grâce à une montée en puissance suite à l'ouverture de nouveaux laboratoires *greenfield*) et les pays d'Asie du Sud-Est (contrat gouvernemental important concernant la sécurité alimentaire).

Le segment **Services aux gouvernements** (15 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une croissance organique élevée à un chiffre au cours du premier semestre. Une forte croissance a été délivrée en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique grâce au solide développement commercial des contrats de VOC (vérification de conformité), ainsi que des contrats de guichet unique en Afrique et en Asie Centrale.

La marge d'exploitation ajustée pour l'activité Agroalimentaire & Matières Premières a augmenté de 50 points de base par rapport à l'année dernière, passant à 13,5 %. Cela a été favorisé par une augmentation du chiffre d'affaires et un effet de *mix* positif.

Réalisations en matière de Durabilité

Bureau Veritas a remporté un contrat de fourniture de services pour les biocarburants d'un grand producteur de carburants à base de déchets, y compris l'échantillonnage et les analyses pour les produits FAME (*Fatty Acid Methyl Ester*) aux Pays-Bas.

Au premier semestre 2023, le Groupe a remporté un contrat de sécurité alimentaire et de contrôle qualité au Moyen-Orient en vue d'aider les agriculteurs et producteurs locaux à se conformer aux normes et réglementations exigées par une nouvelle ville durable.

INDUSTRIE

(en millions d'euros)	S1 2023	S1 2022	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	618,3	562,4	+ 9,9 %	+ 15,5 %	-	(5,6) %
Résultat opérationnel ajusté	76,1	62,2	+ 22,4 %			
Marge opérationnelle ajustée	12,3 %	11,0 %	+ 125 pb	+ 147 pb	-	(22) pb

L'activité Industrie fait partie des activités les plus performantes du portefeuille du Groupe au premier semestre 2023, avec une croissance organique de 15,5 %, dont notamment 18,2 % au deuxième trimestre.

Tous les segments et la plupart des zones géographiques ont contribué à la croissance de la division, avec l'Amérique latine et l'Afrique en tête. La transition énergétique, qui s'est accélérée au cours de la période, est restée un catalyseur clé au niveau global, favorisant les investissements des clients dans les énergies propres et les solutions de décarbonation, ce qui a été bénéfique à l'échelle de toute la division.

Par marché, l'activité **Power & Utilities** (15 % du chiffre d'affaires de la division) est restée un moteur essentiel de la croissance du portefeuille, avec une performance organique à deux chiffres pour les activités Opex et Capex au cours du semestre (y compris le deuxième trimestre). La croissance a été principalement tirée par l'Amérique latine grâce à la montée en puissance des contrats remportés auprès de divers clients du secteur de la distribution d'énergie, bien que le Groupe ait été plus sélectif quant à la rentabilité des contrats. En Europe, le segment de la production d'énergie nucléaire a largement contribué à la croissance, notamment au Royaume-Uni. Plusieurs opportunités s'annoncent prometteuses à moyen terme pour les nouvelles centrales nucléaires (nouveaux EPR en France et développement de projets de petits réacteurs modulaires (SMR) dans plusieurs pays) ainsi que pour les projets de démantèlement (tels qu'Ignalina en Lituanie).

Les activités de **Production d'Énergie Renouvelable** (solaire, éolienne, hydrogène) ont maintenu une forte dynamique au cours de la période, avec une performance organique à deux chiffres dans la plupart des zones géographiques. Une forte croissance a été enregistrée aux États-Unis, avec une forte dynamique d'activité de Bureau Veritas Bradley Construction Management sur des projets solaires, éoliens terrestres ainsi que de transmission d'électricité à haute tension. Cette activité a bénéficié de l'assouplissement des restrictions sur la chaîne d'approvisionnement et des premières opportunités provenant des attentes d'investissement découlant de la loi sur la réduction de l'inflation (*Inflation Reduction Act*). Le Groupe constate une augmentation de la demande et de l'activité dans le domaine du captage et du stockage du carbone, notamment aux États-Unis où il continue d'innover.

Dans le segment du **Pétrole & Gaz** (33 % du chiffre d'affaires de la division), une croissance organique à deux chiffres du chiffre d'affaires a été réalisée au cours du premier semestre. Les deux tiers de l'activité sont liés aux services Opex et ont augmenté de 19,7 %, car ils continuent de bénéficier de la conversion d'un solide *pipeline* de ventes. Les activités liées aux investissements (Capex), y compris les Services d'approvisionnement, ont connu une croissance organique faible à deux chiffres, essentiellement due au démarrage de nouveaux projets dans le secteur du gaz. Cette évolution s'explique par la volonté des

entreprises de gérer leurs actifs de manière plus durable (stratégie de réduction des émissions de carbone en vue d'atteindre l'objectif de zéro émission nette). Les grands contrats se sont multipliés aux États-Unis, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine, au Brésil en particulier.

Ailleurs, l'activité **Automobile** (5 % du chiffre d'affaires de la division) affiche une croissance élevée à un chiffre dans un contexte d'atténuation des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. En juillet 2023, Bureau Veritas a vendu son activité non stratégique d'inspection automobile aux États-Unis représentant moins de 20 millions d'euros de chiffre d'affaires annualisé. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la gestion active du portefeuille du Groupe.

La marge opérationnelle ajustée du semestre a augmenté de 125 points de base pour atteindre 12,3 %. Elle est attribuable au levier opérationnel lié à la montée en puissance de certains contrats et à une plus grande sélectivité en termes de rentabilité.

Réalisations en matière de Durabilité

Au deuxième trimestre 2023, Bureau Veritas a remporté un contrat majeur de services intégrés sur site (incluant le contrôle qualité des travaux de construction) pour le projet *East Anglia THREE* de *Scottish Power Renewables* - l'un des plus grands projets de parc éolien *offshore* du Royaume-Uni. Une fois achevé, il produira jusqu'à 1 400 MW d'électricité grâce à 95 turbines éoliennes et alimentera plus d'un million de foyers au Royaume-Uni.

Au cours du premier semestre, le Groupe a également obtenu des contrats avec cinq entreprises de services publics en Californie (États-Unis), pour agir en tant qu'évaluateur indépendant du programme d'atténuation des incendies de forêt par le biais de services d'audit et d'inspection sur le terrain. Ces programmes sont exigés par la Public Utilities Commission (Commission des services publics) pour réduire la probabilité d'incendies de forêt en raison des conditions plus sèches associées au changement climatique.

BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES

(en millions d'euros)	S1 2023	S1 2022	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	868,8	777,8	+ 11,7 %	+ 10,8 %	+ 2,3 %	(1,4) %
Résultat opérationnel ajusté	106,4	103,9	+ 2,4 %			
Marge opérationnelle ajustée	12,2 %	13,4 %	(111) pb	(134) pb	+ 21 pb	+ 2 pb

L'activité Bâtiment & Infrastructures a enregistré une solide croissance organique de 10,8 % au premier semestre 2023, principalement alimentée par les régions Asie-Pacifique et Moyen-Orient. Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires a augmenté de 12,4 % sur une base organique, avec une croissance à deux chiffres tant dans les activités *Capex* qu'*Opex*. Les activités liées à la Construction (55 % du chiffre d'affaires de la division) ont bénéficié d'une dynamique forte liée aux nouveaux projets en Amérique du Sud (notamment au Brésil) et au Moyen-Orient.

La région Amériques (27 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une croissance élevée à un chiffre. En Amérique latine, une bonne performance a été réalisée grâce à la montée en puissance des grands contrats d'assistance à la gestion de projets signés au second semestre 2022, principalement dans les domaines de l'énergie et de l'aluminium. Une croissance faible à un chiffre a été enregistrée au cours du premier semestre 2023 en Amérique du Nord, tirée par l'activité de vérification préalable à la mise en service des *datacenters* et la résilience de l'activité de mise en conformité. La croissance de certaines activités liées aux *Capex* a été freinée par l'allongement des processus de décision et un ralentissement des activités commerciales immobilières en lien avec la hausse des taux d'intérêt. Le *pipeline* reste très solide. Les activités *Opex* ont enregistré une bonne croissance grâce à la dynamique soutenue des nouveaux services non réglementaires, principalement demandés par les compagnies d'assurance.

En Europe (50 % du chiffre d'affaires de la division), la forte croissance enregistrée est notamment attribuable à la performance à deux chiffres de l'Italie, de l'Espagne et du Royaume-Uni, en raison d'une réglementation plus stricte qui a profité aux activités *Opex* et *Capex*. La France, plus gros contributeur de la région (avec

39 % du chiffre d'affaires de la division), a enregistré une croissance organique modérée à élevée de son chiffre d'affaires au premier semestre 2023. Cette hausse est toujours alimentée par la bonne performance de l'activité en service, soutenue par un *pipeline* solide (notamment dans les services et les inspections en lien avec les certificats d'économies d'énergie) et un bon *pricing power* sur le *mass market*. La croissance des activités liées aux investissements est restée modérée en dépit d'un bon carnet de commandes et d'une empreinte plus tournée vers l'infrastructure et les travaux publics par rapport aux bâtiments résidentiels. Le *pipeline* de ventes lié au Pacte vert pour l'Europe et aux prochains Jeux Olympiques 2024 en France a continué de croître avec des opportunités axées principalement sur les programmes d'efficacité énergétique.

L'Asie-Pacifique et le Moyen-Orient & Afrique (23 % du chiffre d'affaires de la division) sont les régions les plus performantes, enregistrant une croissance organique à deux chiffres au premier semestre 2023 (ainsi qu'au deuxième trimestre). L'Asie est poussée par l'excellente performance de l'Inde et de l'Asie du Sud-Est. L'activité en Chine s'améliore graduellement. Au Moyen-Orient, le Groupe a continué à afficher une croissance très élevée, principalement grâce au déploiement de nouveaux services liés au développement de projets dans la région. À titre d'illustration, en Arabie saoudite, le Groupe est resté très impliqué dans la prestation des services AQ / CQ pour le projet NEOM, une ville intelligente qui sera alimentée par des énergies renouvelables et deviendra un centre pour les biotechnologies, les médias et le divertissement.

La marge d'exploitation ajustée pour le semestre a baissé de 111 points de base à 12,2 %, contre 13,4 % l'année précédente. Cette baisse est principalement attribuée à des bases de comparaison peu favorables liées à un *one-off* positif associé à des dettes sociales en France au premier semestre 2022, dont l'effet s'est majoritairement inversé au deuxième semestre 2022.

Réalisations en matière de Durabilité

Au deuxième trimestre 2023, le Groupe a remporté plusieurs contrats dans le domaine des audits énergétiques pour aider des clients de différents secteurs (construction, banques, transports) à se conformer au Décret Tertiaire imposant des engagements de réduction en termes de consommation d'énergie dans le secteur tertiaire français.

CERTIFICATION

(en millions d'euros)	S1 2023	S1 2022	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	227,8	209,2	+ 8,9 %	+ 11,2 %	-	(2,3) %
Résultat opérationnel ajusté	41,7	40,0	+ 4,3 %			
Marge opérationnelle ajustée	18,3 %	19,1 %	(80) pb	(63) pb	-	(17) pb

L'activité Certification a délivré une forte croissance organique de 11,2 % au cours du premier semestre 2023 (similaire entre le premier et le deuxième trimestre). Cette bonne performance a été soutenue par l'accélération de la diversification du portefeuille du Groupe. La croissance a été soutenue à la fois par le volume et par un effet prix solide au cours du semestre, en raison principalement de la très bonne traction en Amérique du Sud et en Asie-Pacifique, où l'offre a été élargie à de nouveaux services (avec la transition des schémas QHSE traditionnels vers de nouveaux services). Cela est illustré par la performance soutenue dans des pays tels que le Brésil, le Vietnam et l'Inde, portée par la bonne dynamique pour les solutions axées sur la RSE et les audits sur mesure.

Une croissance à deux chiffres a été enregistrée pour les **schémas QHSE**, pour les services en lien avec la **Chaîne d'approvisionnement**, ainsi que la **Certification alimentaire** (portée par la Sécurité alimentaire), avec une forte dynamique pour les solutions liées à la Durabilité. La dynamique a été particulièrement forte sur les certifications dédiées aux entreprises pour la lutte contre la corruption, la protection des données, les systèmes de management de l'informatique et la continuité des activités. Comme au premier trimestre 2023, les solutions de **Cybersécurité** ont affiché des performances remarquables. Cela s'explique par la demande croissante pour un contrôle accru des systèmes de sécurité. Aux Émirats arabes unis, Bureau Veritas a récemment remporté un contrat important de fourniture de services de cybersécurité et de tests de pénétration pour le compte d'une société du secteur de l'énergie.

Les solutions axées sur la Durabilité restent en forte demande, la quête d'une meilleure protection des marques, de la transparence des données et de la responsabilité sociale dans toute la chaîne d'approvisionnement étant à l'origine d'une croissance organique de 17,3 %. Cela reflète la forte demande concernant la vérification des émissions de gaz à effet de serre et des audits ESG des chaînes d'approvisionnement.

La marge opérationnelle ajustée du semestre, solide, s'établit à 18,3 %, contre 19,1 % l'année précédente. Cette baisse de 80 points de base par rapport à un niveau record s'explique par des effets de change négatifs et de *mix*.

Réalisations en matière de Durabilité

Au deuxième trimestre 2023, Bureau Veritas a noué un partenariat avec Enhesa, un fournisseur mondial d'informations sur la réglementation et la Durabilité au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Belgique. Sur la base des exigences légales identifiées par la solution Enhesa, Bureau Veritas fournira des services complets de conformité réglementaire aux organisations de ces pays qui cherchent à mettre en œuvre, mesurer et atteindre leurs objectifs en matière d'exigences ESG, HSE et de Durabilité.

Au cours du premier semestre 2023, Bureau Veritas a remporté de nombreux contrats dans le domaine de la Durabilité. Par exemple, le Groupe a remporté un contrat pour aider Valeo à produire des balais essuie-glace conçus pour réduire les émissions de CO₂ de 61 % en comparaison à un balai essuie-glace standard commercialisé sur le marché européen.

Bureau Veritas a également signé des accords avec trois grandes entreprises de *datacenters* basées au Danemark afin d'évaluer et de vérifier leur conformité avec l'Initiative d'autorégulation (SRI) dans le cadre du Pacte pour des centres de données climatiquement neutres (CNDCP).

BIENS DE CONSOMMATION

(en millions d'euros)	S1 2023	S1 2022	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	349,1	351,5	(0,7) %	(3,1) %	+ 6,0 %	(3,6) %
Résultat opérationnel ajusté	71,2	78,5	(9,3) %			
Marge opérationnelle ajustée	20,4 %	22,3 %	(195) pb	(67) pb	(95) pb	(33) pb

La division des services de Biens de consommation affiche une performance organique en retrait de 3,1 % sur le premier semestre 2023 (dont -2,7 % au deuxième trimestre), avec des tendances contrastées selon les régions et les services.

Au cours de la période, l'Asie est restée la région la plus impactée par le ralentissement économique mondial, tandis que les Amériques (en particulier l'Amérique latine) et le Moyen-Orient & l'Afrique (avec la Turquie en tête) continuent de bénéficier à la fois de la stratégie de diversification mise en œuvre au cours des dernières années et des tendances structurelles du marché de la délocalisation de proximité (*near-shoring*).

Les segments **Textiles, Biens durables et Jouets** (49 % du chiffre d'affaires de la division) ont connu une décroissance organique à un chiffre au premier semestre 2023, en raison de la baisse des volumes et des niveaux de stocks élevés qui en résultent, même si l'activité s'est légèrement améliorée au cours du deuxième trimestre. Le Textile a affiché des performances mitigées selon les pays : comme attendu, la Chine a délivré une faible performance, tandis que des dynamiques contrastantes ont été observées entre les pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie du Sud (Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka), ces derniers ayant bénéficié de la poursuite de la réorientation structurelle des approvisionnements en dehors de Chine. De même, la Turquie a connu une forte augmentation des volumes de tests, car elle a continué à bénéficier de la délocalisation de l'approvisionnement des détaillants européens. Cette évolution s'inscrit dans la logique de la stratégie de diversification géographique du Groupe, qui s'oriente vers de nouveaux pays de production plus proches des pays de consommation.

L'activité **Cosmétiques, Hygiène et Beauté** (8 % du chiffre d'affaires de la division) a délivré une solide croissance organique à deux chiffres au premier semestre, tirée par l'Asie et les États-Unis. La Corée du

Sud a bénéficié de sa diversification dans les Cosmétiques, l'Hygiène et la Beauté, tandis que l'Italie a été de nouveau portée par les produits de luxe et le cuir. L'intégration d'Advanced Testing Laboratory (ATL) et de Galbraith Laboratories Inc., toutes deux acquises l'année dernière aux États-Unis progresse bien avec des perspectives de ventes prometteuses. Ces acquisitions permettent à Bureau Veritas de renforcer son positionnement sur ce secteur en croissance.

Les services **d'Inspection et d'Audit** (12 % du chiffre d'affaires de la division) ont maintenu leur dynamique de croissance grâce à la forte progression des services de Durabilité au cours du premier semestre 2023 : cela comprend les audits sur les produits bio, audits de recyclage, audits sociaux et la vérification des revendications « vertes » dans la plupart des zones géographiques.

Enfin, le segment **Technologies**^b (31 % du chiffre d'affaires de la division) a affiché des résultats inférieurs à la moyenne de la division, toujours affecté par la baisse généralisée de la demande d'équipements électriques et sans fil ainsi que par la réduction temporaire du nombre de lancements de nouveaux produits qui en a résulté. Le sous-segment de la **Nouvelle Mobilité** a enregistré une croissance à deux chiffres, tirée par la Chine et les États-Unis, zones où le Groupe a réalisé des investissements importants et qui bénéficient de la montée en puissance de nouveaux laboratoires. Cela reflète la bonne traction sur les tests des moteurs de véhicules électriques, les tableaux de bord ou les stations de recharge. Au cours du premier semestre 2023, le Groupe a poursuivi sa stratégie de diversification géographique afin de tirer parti des changements structurels en matière d'approvisionnement qui se produisent actuellement en Asie du Sud et du Sud-Est. À cet égard, au premier trimestre, Bureau Veritas a ouvert un nouveau laboratoire à Hanoï qui sera entièrement dédié aux tests de connectivité et aux tests dans le *Wireless*.

La marge opérationnelle ajustée a baissé de 195 points de base à 20,4 % ce semestre contre 22,3 % l'année précédente. Ceci est principalement dû à la baisse du chiffre d'affaires et à des effets de périmètre et de change négatifs. Les bénéfices de plusieurs mesures visant à réduire les coûts devraient être constatés au cours du second semestre de l'année.

Réalisations en matière de Durabilité

Au cours du premier semestre 2023, le Groupe a remporté un contrat avec une grande entreprise américaine de vêtements de sport pour réaliser des audits réglementaires et procurer des services de Durabilité (Directive sur l'efficacité énergétique, Directive sur la performance énergétique des bâtiments) dans 40 pays où la marque est présente ; grâce à ces services, Bureau Veritas aide ses clients à gérer leur stratégie ESG et à fournir la preuve de leurs engagements.

^b Le segment Technologies est composé des Produits Électriques & Électroniques, des activités de tests dans le *Wireless* et des activités de tests de connectivité dans l'Automobile.

1.4. FLUX DE TRESORERIE ET FINANCEMENT

1.4.1 FLUX DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2023	S1 2022
Résultat avant impôts	358,0	345,8
Élimination des flux des opérations de financement et d'investissement	16,1	(4,0)
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	13,2	26,1
Amortissements et dépréciations	135,3	129,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(196,2)	(176,7)
Impôts payés	(104,3)	(107,2)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	222,1	213,0
Acquisitions de filiales	(14,0)	(45,7)
Cessions de filiales et d'activités	-	(1,2)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(79,8)	(53,7)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3,4	1,7
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(5,2)	(6,4)
Cessions d'actifs financiers non courants	5,1	11,3
Variation des prêts et avances consentis	1,8	2,4
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(88,7)	(91,6)
Augmentation de capital	2,9	3,2
Acquisition / Cession d'actions propres	(1,1)	(50,8)
Dividendes versés	(13,3)	(9,8)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	-	42,3
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(0,1)	(2,9)
Remboursement des dettes envers les actionnaires	(0,2)	-
Remboursement des dettes et intérêts de location	(63,9)	(61,1)
Intérêts payés	(13,8)	(31,1)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(89,5)	(110,2)
Incidence des écarts de change	(16,5)	12,5
Variation de la trésorerie nette	27,4	23,7
Trésorerie nette au début de la période	1 655,7	1 410,4
Trésorerie nette à la fin de la période	1 683,1	1 434,1
<i>dont disponibilités et équivalent de trésorerie</i>	<i>1 687,7</i>	<i>1 449,0</i>
<i>dont concours bancaires courants</i>	<i>(4,6)</i>	<i>(14,9)</i>

Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles du Groupe

Le flux net de trésorerie généré par l'activité (cash-flow opérationnel) a augmenté de 4,3 % à 222,1 millions d'euros au premier semestre 2023, à comparer à 213,0 millions d'euros au premier semestre 2022. L'augmentation du résultat avant impôts a été principalement compensée par une variation négative du besoin en fonds de roulement (BFR) de 196,2 millions d'euros, à comparer à une variation négative de 176,7 millions d'euros l'année précédente. Cette évolution s'explique par la forte croissance enregistrée au deuxième trimestre (+10,3 % sur une base organique).

Au 30 juin 2023, le besoin en fonds de roulement s'élève à 517,6 millions d'euros à comparer à 517,2 millions d'euros au 30 juin 2022. En pourcentage du chiffre d'affaires, le besoin en fonds de roulement a diminué de 100 points de base à 8,8 %, en comparaison à 9,8 % au premier semestre 2022.

Évolution du flux net de trésorerie généré par l'activité

(en millions d'euros)

Flux net de trésorerie généré par l'activité au 30 juin 2022	213,0
Variation organique	11,0
Flux net de trésorerie généré par l'activité organique	224,0
Effet périmètre	4,3
Flux net de trésorerie généré par l'activité à taux constant	228,3
Effet de change	(6,2)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2023	222,1

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du flux de trésorerie disponible au premier semestre 2023 et au premier semestre 2022 :

(en millions d'euros)

	S1 2023	S1 2022
Flux net de trésorerie généré par l'activité	222,1	213,0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes des cessions	(76,4)	(52,0)
Intérêts payés	(13,8)	(31,1)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE	131,9	129,9

Le flux de trésorerie disponible, correspondant au flux net de trésorerie généré par l'activité après impôts, intérêts financiers et acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, s'élève à 131,9 millions d'euros au premier semestre 2023, par rapport à 129,9 millions d'euros au premier semestre 2022, soit une hausse de 1,5 % par rapport à l'exercice précédent. Sur une base organique, le flux de trésorerie disponible a atteint 133,0 millions d'euros.

Évolution du flux de trésorerie disponible

(en millions d'euros)

Flux de trésorerie disponible au 30 juin 2022	129,9
Variation organique	3,2
Flux de trésorerie disponible organique	133,0
Effet périmètre	3,5
Flux de trésorerie disponible à taux constant	136,5
Effet de change	(4,6)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE AU 30 JUIN 2023	131,9

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

L'inspection et la certification sont des activités de services peu intensives en capital alors que les activités d'analyse et de test en laboratoires requièrent des investissements en équipements. Ces dernières concernent les activités Biens de consommation et Agroalimentaire & Matières Premières ainsi que certaines activités d'inspection de marchandises aux frontières (Services au gouvernement faisant partie de l'activité Agroalimentaire & Matières Premières), nécessitant des équipements scanners et des systèmes d'information.

Le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des cessions (*Capex nets*) est de 76,4 millions d'euros au premier semestre 2023, en hausse de 46,9 % en comparaison aux 52,0 millions d'euros au premier semestre 2022. Le montant net des investissements du Groupe exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires a augmenté à 2,6 % afin de financer sa croissance dans ses activités de laboratoires. Il était en hausse de 70 points de base par rapport au niveau bas du premier semestre 2022 (1,9 %).

Intérêts payés

Les intérêts payés sont en baisse à 13,8 millions d'euros au S1 2023 à comparer à 31,1 millions d'euros au S1 2022. Cette baisse s'explique principalement par :

- le remboursement du prêt Chine pour un montant de 545 millions de renminbi en septembre 2022 ;
- le tirage de l'US Private Placement d'un montant de 200 millions d'euros en septembre 2022 ;
- l'augmentation du coût de couverture du risque de change financier dans un contexte de hausse des taux ;
- l'augmentation des produits de trésorerie (hors intérêts courus) ;
- l'impact de l'appréciation du dollar américain sur les intérêts payés sur les US Private Placements libellés en dollar américain (légère appréciation du dollar en moyenne de 1,09 à 1,08) ;
- autres.

Trésorerie nette provenant des activités d'investissement du Groupe

Acquisitions et cessions de sociétés

Aucune acquisition n'a été réalisée au cours du premier semestre de l'exercice. Dès lors, l'impact « acquisitions de filiales » présenté dans le tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie pour un montant de 14,0 millions d'euros comprend essentiellement les décaissements sur acquisitions antérieures.

Trésorerie nette provenant des activités de financement du Groupe

Opérations sur le capital (augmentation, réduction et achat d'actions propres)

Au premier semestre 2023, les opérations d'acquisitions et de cessions d'actions propres réalisées par la Société ont généré une sortie de trésorerie nette de 1,1 million d'euros à laquelle s'ajoutent 2,9 millions d'euros d'augmentations de capital.

Dividendes

Au premier semestre 2023, le poste « dividendes versés » d'un montant total de 13,3 millions d'euros (9,8 millions d'euros au premier semestre 2022) se compose principalement des dividendes versés aux minoritaires et des retenues à la source sur les dividendes intra-groupe.

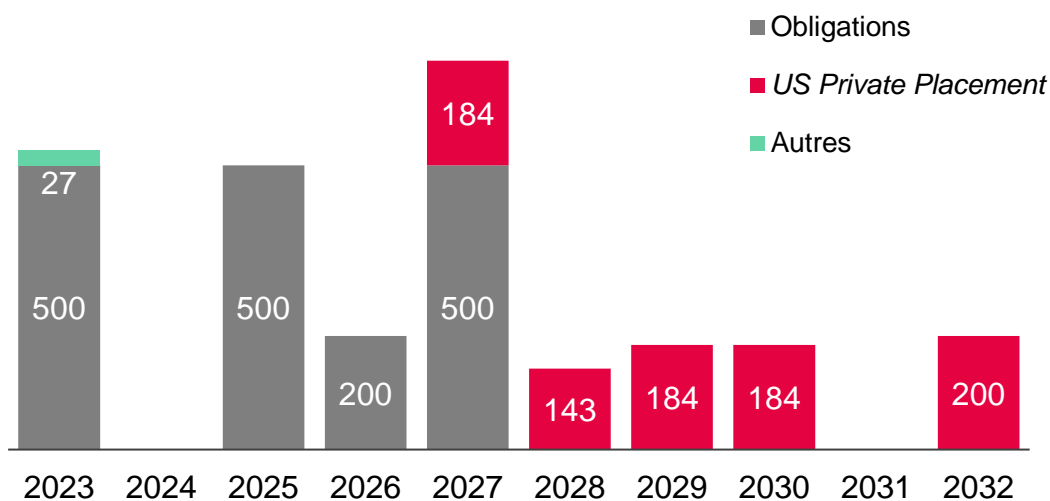
Tel que décrit dans la section 1.2 – Faits marquants du premier semestre 2023, les actionnaires, à l’occasion de l’Assemblée générale mixte de Bureau Veritas, ont approuvé la distribution d’un dividende de 0,77 euro par action au titre de l’exercice 2022 avec une mise en paiement, en numéraire, le 6 juillet 2023.

Dettes financières

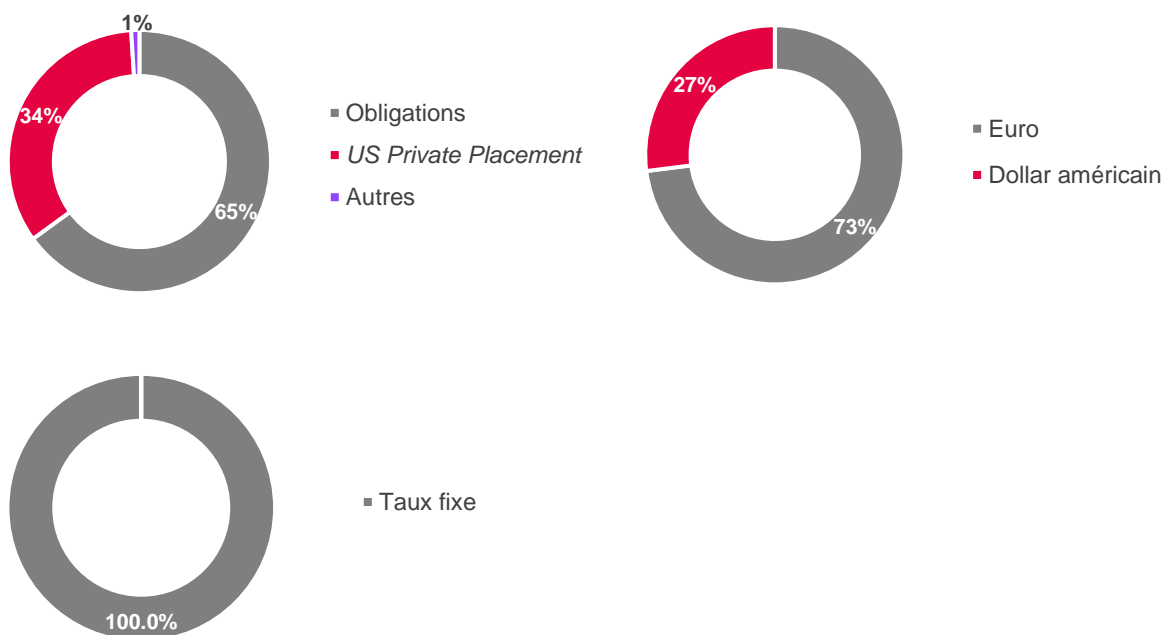
Le montant de la dette financière brute au bilan est en baisse de 15,7 millions d’euros par rapport au 31 décembre 2022.

1.4.2 FINANCEMENT

Profil de maturité de la dette au 30 juin 2023



Répartition de la dette au 30 juin 2023



Sources de financement du Groupe

Principales sources de financement

Au 30 juin 2023, l'endettement brut du Groupe s'élève à 2 621,7 millions d'euros et se compose de :

- Financements non bancaires :
 - le *US Private Placement* 2017 (184,1 millions d'euros) porté par Bureau Veritas Holdings, Inc. ;
 - le *US Private Placement* 2018 (326,7 millions d'euros) porté par Bureau Veritas Holdings, Inc. ;
 - le *US Private Placement* 2019 (184,1 millions d'euros) ;
 - le *US Private Placement* 2022 (200,0 millions d'euros) ; et
 - les émissions obligataires de 2016, 2018 et 2019 (1,7 milliard d'euros).
- Financements bancaires :
 - le crédit syndiqué (« Crédit Syndiqué 2018 »), non tiré ;
 - les concours bancaires (4,6 millions d'euros).
- Frais d'emprunts et d'intérêts courus (22,2 millions d'euros).

L'évolution de l'endettement brut du Groupe se présente de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30 juin 2023	31 déc. 2022
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (plus d'un an)	2 090,3	2 102,0
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (moins d'un an)	526,8	529,0
Concours bancaires	4,6	6,4
ENDETTEMENT BRUT TOTAL	2 621,7	2 637,4

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie et de l'endettement net du Groupe :

(en millions d'euros)	30 juin 2023	31 déc. 2022
Equivalents de trésorerie	885,9	720,8
Trésorerie	801,8	941,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 687,7	1 662,1
Endettement brut total	2 621,7	2 637,4
DETTE NETTE	934,0	975,3
Instruments de couverture de devises	(3,2)	-
DETTE NETTE AJUSTEE	930,8	975,3

La dette financière nette ajustée (dette financière nette après instruments de couverture de devises telle que définie dans le calcul des ratios bancaires) s'élève à 930,8 millions d'euros au 30 juin 2023 à comparer à 975,3 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Ratios bancaires^c

Certains financements du Groupe sont soumis au respect de certains engagements et ratios bancaires.

Au 30 juin 2023, tous ces engagements étaient respectés. Ils peuvent être résumés ainsi :

- le premier ratio est défini comme le rapport de la dette financière nette ajustée sur l'EBITDA consolidé (résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise, et doit être inférieur à 3,5x. Au 30 juin 2023, ce ratio s'élève à 0,95x ;
- le second ratio s'applique uniquement aux *USPP* et représente l'EBITDA consolidé (résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe et doit être supérieur à 5,5x. Au 30 juin 2023, ce ratio s'élève à 26,10x.

Principales caractéristiques des financements

US Private Placement 2017

Le Groupe a mis en place en juillet 2017 deux placements privés aux États-Unis (« *USPP 2017* ») d'un montant total de 355 millions de dollars américains. Les caractéristiques de ces contrats de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants <i>(en millions d'euros)</i>	Devise	Amortissement	Taux
Septembre 2027	184,1	USD	<i>In fine</i>	Fixe
Juillet 2028	142,6	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2023, les lignes de financement de 200 millions et 155 millions de dollars américains portées par Bureau Veritas Holdings, Inc. sont tirées à 100 % en dollars américains.

US Private Placement 2018

Le Groupe a mis en place en décembre 2018 un placement privé aux États-Unis (« *USPP 2018* ») d'un montant total de 200 millions de dollars américains auprès d'un investisseur. Les caractéristiques de ce contrat de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants <i>(en millions d'euros)</i>	Devise	Amortissement	Taux
Janvier 2029	184,1	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2023, la ligne de financement de 200 millions de dollars américains portée par Bureau Veritas Holdings, Inc. est tirée à 100 % en dollars américains.

^c Le mode de calcul des ratios bancaires est défini contractuellement et se veut avant application d'IFRS 16.

US Private Placement 2019

Le Groupe a mis en place en novembre 2019 un placement privé aux États-Unis (« USPP 2019 ») d'un montant total de 200 millions de dollars américains. Les caractéristiques de ce contrat de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Janvier 2030	184,1	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2023, la ligne de financement de 200 millions de dollars américains est tirée à 100 % en dollars américains.

US Private Placement 2022

Le Groupe a mis en place en septembre 2022 un placement privé aux États-Unis (« USPP 2022 ») d'un montant total de 200 millions d'euros auprès d'un investisseur. Les caractéristiques de ce contrat de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Janvier 2032	200,0	EUR	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2023, la ligne de financement de 200 millions d'euros est tirée à 100 %.

Émissions obligataires 2016, 2018 et 2019

Le Groupe a réalisé quatre émissions obligataires non notées en 2016, 2018 et 2019 pour un total de 1,7 milliard d'euros. Les caractéristiques sont les suivantes :

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Septembre 2023	500	EUR	<i>In fine</i>	1,250 %
Janvier 2025	500	EUR	<i>In fine</i>	1,875 %
Septembre 2026	200	EUR	<i>In fine</i>	2,000 %
Janvier 2027	500	EUR	<i>In fine</i>	1,125%

Negotiable European Commercial Paper (« NEU CP »)

Le Groupe dispose d'un programme de NEU CP auprès de la Banque de France afin d'optimiser sa gestion de trésorerie court terme. Les maturités des NEU CP sont inférieures à un an. Le plafond de ce programme est fixé à 600 millions d'euros.

Au 30 juin 2023, le Groupe n'a pas émis de NEU CP.

Negotiable European Medium Term Note (« NEU MTN »)

Le Groupe dispose d'un programme de NEU MTN auprès de la Banque de France afin de se doter d'un cadre juridique pour émettre des placements privés d'une durée de 1 à 3 ans. Le plafond de ce programme est fixé à 300 millions d'euros.

Au 30 juin 2023, le programme NEU MTN n'est pas utilisé.

Crédit Syndiqué 2018

Le Groupe dispose d'une ligne de crédit syndiqué *revolving* confirmée d'un montant de 600 millions d'euros. Cette ligne a été mise en place en mai 2018 pour une durée de cinq ans avec deux options d'extension d'une année chacune exerçables respectivement à l'issue de la première et la deuxième année.

Chacune des deux options d'extension a été exercée respectivement en mai 2019 et en mai 2020 portant l'échéance du Crédit Syndiqué 2018 à mai 2025.

En février 2021, le Groupe a signé un avenant au Crédit Syndiqué 2018 afin d'y intégrer des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (« ESG ») à horizon 2025. Les trois critères extra-financiers sélectionnés pour être intégrés au calcul du coût du financement du Crédit Syndiqué 2018 sont les suivants:

- le taux total d'accidents^d : le Groupe vise la réduction du taux total d'accidents à un niveau de 0,26 à horizon 2025 (contre 0,38 en 2019, soit une baisse de 32 %) ;
- le taux de féminisation à des postes de direction^e : le Groupe ambitionne de compter 35 % de femmes à des postes de direction en 2025 (contre 24,4 % en 2019) ;
- les émissions de CO₂ par employé (en tonnes par an) : le Groupe projette de réduire ses émissions^f à 2,0 tonnes par an et par employé en 2025 (contre 2,85 tonnes en 2019, soit une baisse de 30 %).

Au 30 juin 2023, le Crédit Syndiqué 2018 n'est pas tiré.

Sources de financement attendues pour les investissements futurs

Le Groupe prévoit que ses besoins de financement opérationnels seront totalement couverts par ses flux de trésorerie d'exploitation.

Au 30 juin 2023, pour le financement de sa croissance externe, le Groupe dispose des ressources provenant :

- des flux de trésorerie disponibles après impôts, frais financiers et dividendes ;
- de sa trésorerie disponible.

^d TAR : taux total d'accidents (nombre d'accidents avec et sans arrêt de travail x 200 000 / nombre d'heures travaillées).

^e Proportion de femmes du Comité exécutif à la Bande II (grade interne correspondant à un poste de direction) dans le Groupe (nombre de femmes en équivalent temps plein occupant un poste de direction / nombre total d'équivalents temps plein occupant des postes de direction).

^f Émissions de gaz à effet de serre des bureaux et laboratoires, tonnes de CO₂ équivalent par employé et par an pour les émissions nettes correspondant aux scopes 1, 2 et 3 (émissions relatives aux déplacements professionnels).

1.5. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Les lecteurs sont invités à se référer au Document d'enregistrement universel 2022 de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 30 mars 2023 sous le numéro D. 23-0182 (chapitre 4 – Facteurs et gestion des risques). Y sont notamment décrits les facteurs de risques, les assurances et les couvertures des risques, ainsi que la méthode de provisionnement des risques et litiges.

L'évolution des risques financiers et de marché sur le semestre est détaillée dans l'annexe aux états financiers consolidés semestriels à la Note 18 présentée au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2023 du présent Rapport financier semestriel.

À l'exception de ces points, il n'est pas anticipé de risques ou d'incertitudes significatifs autres que ceux présentés dans ce document.

Procédures, enquêtes administratives, judiciaires et arbitrales

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué dans un nombre important de procédures judiciaires visant en particulier à mettre en cause sa responsabilité civile professionnelle. Bien que le Groupe porte une grande attention à la maîtrise des risques et à la qualité des prestations réalisées, certaines peuvent aboutir à des condamnations pécuniaires.

Les charges pouvant résulter de ces litiges font le cas échéant l'objet de provisions. Le montant comptabilisé en provisions est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Les coûts que le Groupe peut être amené à engager peuvent excéder les montants des provisions pour litiges du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges.

À la date du présent document, le Groupe est impliqué dans les principales procédures suivantes :

Contentieux relatif à la construction d'un complexe hôtelier et commercial en Turquie

Bureau Veritas Gozetim Hizmetleri Ltd Sirketi (« BVG ») et la société turque *Aymet* sont parties à un contentieux devant le Tribunal de Commerce d'Ankara relatif à la construction d'un complexe hôtelier et commercial pour lequel elles ont conclu un contrat en 2003. En 2004, la construction du projet s'est arrêtée à la suite du retrait du financement du projet par la Banque *Aareal*. En 2008, *Aymet* a entamé une procédure contre BVG, alléguant de prétendus manquements dans la réalisation de sa mission d'inspection et de supervision du projet et la responsabilité de BVG dans le retrait du financement.

Sur le fond, les documents portés à la connaissance du tribunal confortent la position de la Société selon laquelle les demandes de la société *Aymet* sont sans fondement juridique et contractuel solide. En outre, dans une procédure parallèle opposant *Aymet* à la Banque *Aareal*, les tribunaux turcs ont à présent définitivement jugé que la Banque avait légitimement résilié son financement du fait des défaillances contractuelles d'*Aymet*.

Au regard du droit local, la réclamation d'*Aymet* est plafonnée à 87,4 millions de livres turques, auxquels s'ajoutent les intérêts au taux légal et les frais de justice.

Le 5 décembre 2018, le tribunal a fait droit, en intégralité, à la demande d'*Aymet* et a condamné BVG à payer à cette dernière les sommes réclamées. BVG contestant tant le principe de sa responsabilité que l'évaluation du préjudice a fait appel de cette décision en déposant une garantie bancaire pour faire échec à toute tentative d'exécution.

Le 26 mai 2022, la *Pre-Appeal Court* a infirmé cette décision et renvoyé le dossier devant le juge de première instance où il fera l'objet d'un nouvel examen. Cette décision favorable a permis d'obtenir, dès le 14 juin 2022, la mainlevée de la garantie bancaire déposée par BVG.

En l'état actuel, l'issue de ce litige reste incertaine même si les avocats de BVG sont optimistes. Sur la base des provisions passées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, la Société considère, après prise en compte des avis de ses avocats, que ce sinistre n'aura pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Positions fiscales incertaines

Bureau Veritas SA et certaines filiales du Groupe font l'objet de vérification de comptabilité ou ont reçu des propositions de rectification qui ont engendré des discussions avec les autorités locales compétentes au stade contentieux ou précontentieux.

À ce stade d'avancement des dossiers en cours et sur la base des informations connues à ce jour, le Groupe considère que ces risques, contrôles ou redressements ont donné lieu au montant approprié des positions fiscales incertaines constatées dans les états financiers consolidés du Groupe.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe. Les provisions pour litiges comptabilisées par le Groupe sont présentées dans la Note 14, figurant à la section 2.2 – Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel, en ce qui concerne les litiges fiscaux relatifs aux impôts qui ne relèvent pas d'IAS 12.

1.6. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les lecteurs sont invités à se référer à la Note 19 – Transactions avec les parties liées présentée dans le chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2023 du présent Rapport financier semestriel.

1.7. PERSPECTIVES

Nouvelles perspectives 2023

Sur la base des performances du semestre, d'un solide *pipeline* de ventes et des opportunités de croissance significatives liées à la Durabilité, Bureau Veritas prévoit désormais pour l'ensemble de l'année 2023 de délivrer :

- une croissance organique modérée à élevée à un chiffre de son chiffre d'affaires (en hausse comparé à une croissance organique modérée à un chiffre précédemment) ;
- une marge opérationnelle ajustée stable à taux de change constant ;
- des flux de trésorerie à un niveau élevé, avec un taux de conversion⁹ du cash supérieur à 90 %.

1.8. ÉVÉNEMENT POSTERIEUR A LA CLOTURE

En juillet 2023, Bureau Veritas a vendu son activité non stratégique d'inspection automobile aux États-Unis représentant moins de 20 millions d'euros de chiffre d'affaires annualisé. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la gestion active du portefeuille du Groupe.

⁹ Trésorerie nette générée des activités opérationnelles / résultat opérationnel ajusté.

1.9. DEFINITIONS ET RAPPROCHEMENT DES INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE AVEC LES INDICATEURS IFRS

Le processus de gestion de Bureau Veritas repose sur les indicateurs alternatifs de performance présentés ci-après. Ceux-ci ont été déterminés dans le cadre de la planification budgétaire et du reporting du Groupe, en interne et en externe. Bureau Veritas estime que ces indicateurs fournissent des renseignements supplémentaires utiles pour les utilisateurs des états financiers pour comprendre de façon adéquate la performance du Groupe, notamment sur le plan opérationnel. En outre, certains de ces indicateurs font référence dans l'industrie du « TIC » (Test, Inspection, Certification) et sont ceux principalement utilisés et suivis par la communauté financière. Ces indicateurs alternatifs de performance doivent être considérés comme complémentaires des indicateurs IFRS et des mouvements qui en découlent.

1.9.1 CROISSANCE

Croissance totale du chiffre d'affaires

Le pourcentage de croissance totale du chiffre d'affaires est un ratio qui mesure l'évolution du chiffre d'affaires du Groupe tel qu'il existe à la fin de l'exercice N par rapport à l'exercice N-1. La croissance totale du chiffre d'affaires se décompose en trois éléments :

- la croissance organique ;
- l'impact périmètre ;
- l'effet de change.

Ces différentes composantes sont présentées dans la section 1.3.1 – Chiffre d'affaires du présent Rapport financier semestriel. Enfin, l'évolution du chiffre d'affaires, au niveau du Groupe et pour chaque activité, figure dans la section 1.3.8 – Résultats par activité du présent document.

Croissance organique

Le Groupe suit en interne et publie une croissance « organique » de son chiffre d'affaires que la Direction considère comme plus représentative de la performance opérationnelle pour chacun de ses secteurs d'activité.

La principale mesure de gestion et de contrôle de la croissance du chiffre d'affaires du Groupe est une croissance comparable. En effet, celle-ci permet de suivre l'évolution des activités du Groupe hors effets de change qui sont exogènes à Bureau Veritas, et des effets de portefeuille, qui concernent des activités nouvelles ou ne faisant plus partie du portefeuille d'activités. Cette mesure est utilisée pour l'analyse interne de la performance.

Bureau Veritas estime que cette mesure offre à la Direction et aux investisseurs une compréhension plus complète des résultats d'exploitation sous-jacents et des tendances des activités en cours, en excluant l'effet des acquisitions, des désinvestissements, y compris les cessions pures, ainsi que la cessation non désirée des activités (par exemple en raison de l'apparition de sanctions internationales), et l'évolution des taux de change pour les activités qui sont assujetties à la volatilité et qui peuvent occulter les tendances sous-jacentes.

Le Groupe estime également que la présentation séparée du chiffre d'affaires organique de ses activités fournit à la Direction et aux investisseurs des informations utiles sur les tendances de ses activités industrielles et permet une comparaison plus directe avec d'autres entreprises du secteur.

La croissance organique du chiffre d'affaires représente le pourcentage de croissance du chiffre d'affaires, présenté au niveau du Groupe et pour chaque activité, à périmètre et taux de change constants sur des périodes comparables :

- à périmètre de consolidation constant : effet de variation de périmètre retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- à taux de change constants : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

Impact périmètre

Afin d'établir une comparaison à données comparables, l'impact des changements dans le périmètre de consolidation est déterminé :

- pour les acquisitions de l'exercice N, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N, le chiffre d'affaires généré par les activités acquises durant l'exercice N ;
- pour les acquisitions de l'exercice N-1, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N, le chiffre d'affaires généré par les activités acquises pendant les mois durant lesquels les activités acquises n'étaient pas consolidées en N-1 ;
- pour les cessions et désinvestissements de l'exercice N, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N-1, le chiffre d'affaires généré par les activités cédées et désinvesties durant l'exercice N-1 pendant les mois où les activités ne faisaient pas partie du Groupe durant l'exercice N ;
- pour les cessions et désinvestissements de l'exercice N-1, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N-1, le chiffre d'affaires généré par les activités cédées et désinvesties durant l'exercice N-1 avant la cession.

Effet de change

L'effet de change est calculé en convertissant le chiffre d'affaires de l'exercice N aux taux de change de l'exercice N-1.

1.9.2 RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE ET MARGE OPERATIONNELLE AJUSTEE

Les deux indicateurs mentionnés ci-après correspondent à des indicateurs clés pour mesurer la performance de l'activité, en excluant les éléments significatifs qui, en raison de leur nature, ne peuvent être considérés comme inhérents à la performance sous-jacente et intrinsèque du Groupe. En outre, Bureau Veritas estime que ces indicateurs, présentés au niveau du Groupe et pour chaque activité, sont plus représentatifs de la performance opérationnelle de son secteur d'activité. Les évolutions du résultat opérationnel ajusté et de la marge opérationnelle ajustée, au niveau du Groupe et pour chaque activité, figurent dans la section 1.3.8 – Résultats par activité du présent Rapport financier semestriel.

Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté correspond au résultat opérationnel avant prise en compte des éléments d'ajustements suivants :

- les amortissements des actifs incorporels issus des acquisitions ;
- les pertes de valeurs des écarts d'acquisition ;
- les dépréciations et mises au rebut d'actifs immobilisés ;
- les résultats de cession d'activités et autres charges et produits relatifs aux acquisitions (honoraires et charges d'acquisition d'activités, ajustements des compléments de prix d'acquisition des activités) ;
- les charges de restructuration.

Lorsqu'une acquisition est réalisée en cours d'exercice, le montant des amortissements des actifs incorporels est calculé en tenant compte d'un *prorata temporis*.

Étant donné la durée de la période d'ajustement permettant de déterminer la juste valeur des actifs et passifs acquis (12 mois), l'amortissement des actifs incorporels de l'année d'acquisition peut, dans certains cas, reposer sur une évaluation temporaire et être légèrement ajusté l'année suivante, lorsque la valeur finale des actifs incorporels est connue.

Le résultat opérationnel ajusté organique représente le résultat opérationnel ajusté à périmètre et taux de change constants sur des périodes comparables :

- à périmètre de consolidation constant : retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- à taux de change constants : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

L'impact périmètre et l'effet de change sont calculés selon une approche similaire à celle appliquée pour le chiffre d'affaires (voir ci-avant dans la section 1.9.1 – Croissance) pour chacune des composantes du résultat opérationnel et du résultat opérationnel ajusté.

La définition du résultat opérationnel ajusté ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS annexée aux états financiers consolidés semestriels, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2023 du présent Rapport financier semestriel.

Marge opérationnelle ajustée

La marge opérationnelle ajustée, présentée en pourcentage, correspond au résultat opérationnel ajusté rapporté au chiffre d'affaires. La marge opérationnelle ajustée peut être exprimée sur une base organique ou à taux de change constants, permettant dans ce dernier cas d'isoler la performance de l'effet de change qui est exogène au Groupe.

1.9.3 TAUX EFFECTIF D'IMPOT AJUSTE

Le taux effectif d'impôt (TEI) représente la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt.

Le taux effectif d'impôt ajusté (TEI ajusté) représente la charge d'impôt ajustée de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustement divisée par le résultat avant impôt avant prise en compte des éléments d'ajustement tels que définis dans la section 1.9.2 – Résultat opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée du présent Rapport financier semestriel.

1.9.4 RESULTAT NET AJUSTE

Résultat net ajusté part du Groupe

Le résultat net ajusté part du Groupe est défini comme le Résultat net part du Groupe ajusté des éléments d'ajustement et de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustement. Le résultat net ajusté part du Groupe exclut la part des intérêts minoritaires sur les éléments d'ajustements et ne concerne que les activités poursuivies.

Le résultat net ajusté part du Groupe peut être exprimé à taux de change constants, permettant ainsi d'isoler la performance de l'effet de change qui est exogène au Groupe. L'effet de change est calculé sur la base de la conversion des différents éléments du compte de résultat de l'exercice N aux taux de change de l'exercice N-1.

Les éléments d'ajustements figurent dans la section 1.9.2 – Résultat opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée du présent Rapport financier semestriel.

Résultat net ajusté part du Groupe par action

Le résultat net ajusté part du Groupe par action, ou bénéfice net ajusté par action (BPA ajusté), correspond au résultat net ajusté part du Groupe divisé par le nombre moyen pondéré d'actions sur l'exercice.

1.9.5 FLUX DE TRESORERIE DISPONIBLE

Le flux de trésorerie disponible correspond au flux net de trésorerie généré par l'activité (ou *cash flow* opérationnel) retraité des éléments suivants :

- acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- intérêts payés.

Il est à noter que le flux net de trésorerie généré par l'activité est présenté après impôts payés.

Le flux de trésorerie disponible organique représente flux de trésorerie disponible à périmètre et taux de change constants sur des périodes comparables :

- à périmètre de consolidation constant : retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- à taux de change constants : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

L'impact périmètre et l'effet de change sont calculés selon une approche similaire à celle appliquée pour le chiffre d'affaires (voir ci-avant dans la section 1.9.1 – Croissance) pour chacune des composantes du flux net de trésorerie généré par l'activité et du flux de trésorerie disponible.

La définition du flux de trésorerie disponible ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS annexée aux états financiers consolidés semestriels, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2023 du présent Rapport financier semestriel. Les évolutions du flux net de trésorerie généré par l'activité et du flux de trésorerie disponible figurent dans la section 1.4.1 – Flux de trésorerie du présent document.

1.9.6 ENDETTEMENT FINANCIER

Endettement brut

L'endettement brut (ou dette financière brute) correspond aux emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits auxquels s'ajoutent les concours bancaires.

Endettement net

L'endettement net (ou dette financière nette) tel que défini et utilisé par le Groupe correspond à l'endettement brut diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie. La trésorerie et équivalents de trésorerie est constituée des valeurs mobilières et créances assimilées ainsi que des disponibilités.

Endettement net ajusté

L'endettement net ajusté (ou dette financière nette ajustée) tel que défini et utilisé par le Groupe correspond à l'endettement net tenant compte des instruments de couverture de devises et de taux d'intérêt.

Les définitions de l'endettement financier ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 12 – Dette financière annexée aux états financiers consolidés, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2023 du présent Rapport financier semestriel.

1.9.7 EBITDA CONSOLIDÉ

L'EBITDA consolidé correspond au résultat net avant intérêts, impôts, amortissements et provisions ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise. L'EBITDA consolidé est utilisé par le Groupe dans le cadre du suivi des ratios bancaires.

1.10. STRATEGIE RSE A HORIZON 2025 ET INDICATEURS EXTRA-FINANCIERS

Les objectifs d'émissions de GES de Bureau Veritas validés par la SBTi

Le 1^{er} juin 2023, Bureau Veritas a annoncé que ses objectifs à moyen terme ont été validés par l'initiative *Science Based Targets (SBTi)*.

Le Groupe s'engage d'ici 2030 (à comparer à l'année 2021) à :






- réduire ses émissions absolues de GES de Scopes 1 et 2 de 42 %;
- réduire ses émissions absolues de GES de Scope 3 de 25 %.

Cette validation par la *SBTi* est une étape majeure, qui s'inscrit dans le plan de transition climatique de Bureau Veritas. Elle témoigne de l'engagement fort du Groupe à suivre une trajectoire de réduction des émissions de CO₂ compatible avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C.

Indicateurs clés – Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE)

Bureau Veritas continue de s'engager en matière de performance extra-financière.

Alignée avec l'Orientation Stratégique 2025 du Groupe, les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les 10 principes du Global Compact (Pacte Mondial) des Nations Unies, cette stratégie RSE vise à « Bâtir un monde meilleur ». Elle s'articule autour de trois axes stratégiques : « Bâtir un meilleur environnement de travail », « Contribuer à une meilleure protection l'environnement », et « Promouvoir les Meilleures Pratiques d'affaires » ; et est construite sur trois piliers de durabilité : « Le capital social et le capital humain », « Le capital naturel » et « La gouvernance ».

Axes stratégiques	Bâtir un meilleur environnement de travail		Contribuer à une meilleure protection l'environnement	Promouvoir les Meilleures Pratiques d'affaires	
Piliers de durabilité	Le capital social et le capital humain		Le capital naturel	La gouvernance	
ODD des Nations Unies					
Thèmes prioritaires RSE de Bureau Veritas	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la santé et la sécurité au travail ; Respecter les droits humains ; Fournir l'accès à un niveau élevé de protection sociale ; Garantir des services de volontariat / mécénat pour les employés. 	<ul style="list-style-type: none"> Assurer une rémunération égale entre les femmes et les hommes ; Garantir la diversité et des opportunités équivalentes ; Lutter contre le harcèlement au travail ; Augmenter la proportion des femmes dirigeantes (cadres) et dans la population générale. 	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'emploi ; Lutter contre toute forme de discrimination ; Soutenir le développement des compétences ; S'assurer de la disponibilité de main d'œuvre qualifiée. 	<ul style="list-style-type: none"> Augmenter l'efficacité énergétique ; Diminuer les émissions de gaz à effet de serre ; Identifier les risques et opportunités inhérents au changement climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> Respecter une gouvernance efficace, responsable et transparente ; Lutter contre la corruption ; Concourir à la production de produits de qualité et conformes aux réglementations ; Protéger les données des clients et soutenir le développement de la cybersécurité ; S'approvisionner de façon responsable et auprès de fournisseurs / sous-traitants respectant le Code d'éthique du Groupe.

Les objectifs arrêtés dans le cadre de la stratégie en matière de responsabilité sociale et environnementale traduisent l'ambition de Bureau Veritas d'être le leader RSE de son secteur d'activité.

L'ambition extra-financière de Bureau Veritas à horizon 2025 est mise en œuvre à travers 20 thèmes prioritaires et pilotée grâce à 19 indicateurs clés.

Le Comité d'audit et des risques s'assure de la fiabilité de ces indicateurs et de leur cohérence. Par ailleurs, ils sont audités annuellement par un tiers indépendant et font l'objet d'une communication externe chaque année dans le cadre du Document d'enregistrement universel.

5 indicateurs sont communiqués sur une base trimestrielle :

	ODD des Nations Unies	S1 2023	T1 2023	S1 2022	Exercice 2022	Ambition 2025
LE CAPITAL SOCIAL ET LE CAPITAL HUMAIN						
Taux total d'accidents (TAR) ^h	N° 3	0,23	0,27	0,24	0,26	0,26
Taux de féminisation des postes de direction ⁱ	N° 5	29,7 %	29,6 %	29,2 %	29,1 %	35,0 %
Nombre d'heures de formation par employé ^j	N° 8	12,4	4,2	14,2	32,5	35,0
LE CAPITAL NATUREL						
Émissions de CO ₂ par employé (tonnes par an) ^k	N° 13	2,32	2,32	2,38	2,32	2,00
LA GOUVERNANCE						
Part des collaborateurs formés au Code d'éthique	N° 16	97,1 %	96,6 %	95,9 %	97,1 %	99,0 %

Principales initiatives et récompenses en matière de RSE au premier semestre 2023

Au cours du premier semestre 2023, Bureau Veritas a mis en œuvre plusieurs actions et initiatives RSE, parmi lesquelles :

■ Environnement :

Partout dans le monde, Bureau Veritas continue d'examiner ses sources d'émissions, et maintient ses efforts pour réduire l'empreinte carbone, en mettant l'accent sur trois priorités :

- mener des audits énergétiques de ses laboratoires dans le but d'identifier et de quantifier les projets qui réduisent la consommation d'énergie et les émissions de carbone ;
- travailler activement à la rationalisation et à l'écologisation de sa flotte de véhicules ;
- utiliser de l'énergie verte chaque fois que cela est possible.

■ Social

- le Groupe a commencé à mettre en œuvre un nouveau système et une nouvelle approche pour l'acquisition de talents, y compris l'investissement dans de nouvelles technologies de recrutement qui l'aideront à embaucher plus efficacement et à répondre plus rapidement aux exigences locales en matière de ressources ;
- des programmes clés de développement pour tous les employés de Bureau Veritas ont continué à être déployés au niveau du Groupe. Les participants à ces programmes ont été identifiés dans le cadre de l'approche globale de Bureau Veritas en matière d'évaluation des talents et de planification de la relève, et cette approche a été renforcée par des processus plus robustes ;

^h TAR : taux total d'accidents (nombre d'accidents avec et sans arrêt de travail x 200 000 / nombre d'heures travaillées).

ⁱ Proportion de femmes du Comité exécutif à la Bande II (grade interne correspondant à un poste de direction) dans le Groupe (nombre de femmes en équivalent temps plein occupant un poste de direction / nombre total d'équivalents temps plein occupant des postes de direction).

^j Indicateur calculé sur une période de 6 mois pour le S1 2023 par rapport à une période de 12 mois pour les valeurs de l'exercice 2022 et l'ambition 2025.

^k Émissions de gaz à effet de serre des bureaux et laboratoires, tonnes de CO₂ équivalent par employé et par an pour les émissions nettes correspondant aux scopes 1, 2 et 3 (émissions relatives aux déplacements professionnels).

- Bureau Veritas a mené une enquête auprès de ses employés sur la Diversité, l'Équité et l'Inclusion afin de mieux comprendre les domaines clés des stratégies visant à concrétiser la vision du Groupe d'une culture pleinement inclusive.

▪ **Récompenses :**

Au cours du premier semestre 2023, Bureau Veritas a reçu plusieurs récompenses en matière de RSE :

- le *Sustainability Yearbook* de *S&P Global* récompense les entreprises, regroupées par secteur d'activité, qui ont fait preuve d'un fort engagement en matière de Durabilité. Cette année, Bureau Veritas figure dans les 5 % des meilleurs scores ESG de *S&P Global* dans le secteur des services professionnels ;
- en 2023, le magazine français *Capital* a reconnu Bureau Veritas en tant qu'« entreprise engagée pour la diversité » ;
- Bureau Veritas figure dans le classement du *Financial Times* des « *Diversity Leaders 2023* ».

Engagement RSE reconnu par les agences de notation extra-financière

Bureau Veritas aide les entreprises, les gouvernements et les autorités publiques à réduire leurs risques en termes de santé, de qualité, de sécurité, de protection de l'environnement et de responsabilité sociale. Ces défis sont au cœur des aspirations sociétales.

Être une entreprise *Business to Business to Society* s'accompagne d'un devoir : être exemplaire en termes de développement durable en interne et être un modèle pour l'industrie en termes d'impact positif sur les personnes et la planète.

L'engagement du Groupe en matière de RSE est d'agir de manière responsable afin de Bâtir un Monde Meilleur. Cet engagement a été une nouvelle fois reconnu par des agences de notation extra-financière au cours du premier semestre 2023, témoignant ainsi des efforts constants de Bureau Veritas en matière de développement durable.

2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2023

2.1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

Compte de résultat consolidé semestriel

<i>(en millions d'euros sauf les résultats par action)</i>	Notes	S1 2023	S1 2022
Chiffre d'affaires	5	2 904,2	2 693,4
Achats et charges externes	6	(828,9)	(767,6)
Frais de personnel		(1 532,6)	(1 414,1)
Impôts et taxes		(29,1)	(28,1)
(Dotations) / reprises de provisions		(11,1)	4,8
Dotations aux amortissements		(135,4)	(128,7)
Autres produits et charges d'exploitation	6	5,8	15,5
Résultat opérationnel	5	372,9	375,2
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0,3	0,1
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence		373,2	375,3
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		22,4	1,4
Coût de l'endettement financier brut		(47,0)	(40,3)
Coût de l'endettement financier net		(24,6)	(38,9)
Autres produits et charges financiers		9,4	9,4
Résultat financier		(15,2)	(29,5)
Résultat avant impôts		358,0	345,8
Charge d'impôt		(113,2)	(111,1)
Résultat net		244,8	234,7
Intérêts minoritaires		(12,3)	(9,5)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		232,5	225,2
Résultat par action (en euros) :			
Résultat net	16	0,51	0,50
Résultat net dilué	16	0,51	0,49

Les Notes en pages 42 à 53 font partie intégrante des états financiers résumés.

Résultat global consolidé semestriel

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2023	S1 2022
Résultat net	244,8	234,7
Autres éléments du résultat global		
Éléments recyclables en résultat		
Écarts de conversion (1)	(73,7)	146,4
Couvertures de flux de trésorerie (2)	(0,3)	(1,4)
Effet d'impôt sur les éléments recyclables en résultat		
Total des éléments recyclables en résultat	(74,0)	145,0
Éléments non recyclables en résultat		
Gains / (pertes) actuariels (3)	(2,4)	24,4
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables en résultat	0,4	(6,3)
Total des éléments non recyclables en résultat	(2,0)	18,1
Total des autres éléments du résultat global (après impôt)	(76,0)	163,1
RÉSULTAT GLOBAL	168,8	397,8
<i>revenant :</i>		
aux actionnaires de la société	160,0	390,1
aux participations ne donnant pas le contrôle	8,8	7,7

- (1) Écart de conversion : ce poste comprend les écarts dus à la conversion en euro des comptes des filiales étrangères. La variation de la période s'explique notamment par l'évolution contre euro du yuan renminbi chinois pour (20,5) millions d'euros, du dollar singapourien pour (16,4) millions d'euros et du dollar australien pour (6,7) millions d'euros.
- (2) La variation de la réserve de couvertures de flux de trésorerie résulte de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés éligibles à la comptabilité de couverture.
- (3) Gains et pertes actuariels : le Groupe comptabilise en capitaux propres les écarts actuariels relatifs à l'évaluation des avantages au personnel à long terme. Ces écarts actuariels correspondent à l'incidence des ajustements liés à l'expérience et au changement des hypothèses d'évaluation (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires et taux d'augmentation des retraites) de l'obligation relative au régime à prestations définies.

Les Notes en pages 42 à 53 font partie intégrante des états financiers résumés.

État de la situation financière consolidée semestrielle

(en millions d'euros)	Notes	Jun 2023	Décembre 2022
Écarts d'acquisition	8	2 115,3	2 143,7
Immobilisations incorporelles		366,7	392,5
Immobilisations corporelles		366,2	374,8
Droits d'utilisation		378,7	381,3
Actifs financiers non courants		103,8	108,1
Impôts différés actifs		103,4	122,6
Total actif non courant		3 434,1	3 523,0
Clients et autres débiteurs		1 588,0	1 553,2
Actifs sur contrats		339,9	310,3
Impôt sur le résultat - actif		56,3	42,2
Instruments financiers dérivés		8,5	6,3
Autres actifs financiers courants		15,2	22,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 687,7	1 662,1
Total actif courant		3 695,6	3 596,2
Actifs destinés à être cédés		9,4	-
TOTAL ACTIF		7 139,1	7 119,2
Capital		54,4	54,3
Réserves et résultat consolidés		1 639,2	1 807,8
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société		1 693,6	1 862,1
Participations ne donnant pas le contrôle		71,0	65,9
Total capitaux propres		1 764,6	1 928,0
Dettes financières non courantes	12	2 090,3	2 102,0
Dettes de location non courantes		306,8	308,4
Autres passifs financiers non courants		92,9	99,1
Impôts différés passifs		77,4	88,1
Avantages au personnel à long terme		141,0	141,7
Provisions pour risques et charges	14	71,8	72,9
Total passif non courant		2 780,2	2 812,2
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		1 156,0	1 267,4
Passifs sur contrats		254,4	255,0
Impôt sur le résultat exigible		113,6	103,7
Dettes financières courantes	12	531,4	535,4
Dettes de location courantes		100,2	99,4
Instruments financiers dérivés		5,3	6,3
Autres passifs financiers courants		431,6	111,8
Total passif courant		2 592,5	2 379,0
Passifs destinés à être cédés		1,8	-
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		7 139,1	7 119,2

Les Notes en pages 42 à 53 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Réserve de conversion	Autres réserves	Total capitaux propres	Revenant aux actionnaires de la Société	Revenant aux participations ne donnant pas le contrôle
Au 31 Décembre 2021	54,3	255,2	(317,1)	1 714,7	1 707,1	1 638,5	68,6
Augmentation de capital	0,1	3,7	-	(0,1)	3,7	3,7	-
Charge IFRS 2 des plans de stock-options et d'actions de performance	-	-	-	16,0	16,0	16,0	-
Dividendes versés	-	-	-	(246,9)	(246,9)	(239,6)	(7,3)
Transactions sur actions propres	-	-	-	(50,4)	(50,4)	(50,4)	-
Autres mouvements (1)	-	-	-	(12,8)	(12,8)	(16,2)	3,4
Total des opérations avec les actionnaires	54,4	258,9	(317,1)	1 420,5	1 416,7	1 352,0	64,7
Résultat net	-	-	-	234,7	234,7	225,2	9,5
Autres éléments du résultat global	-	-	146,4	16,7	163,1	164,9	(1,8)
Résultat global	-	-	146,4	251,4	397,8	390,1	7,7
30 Juin 2022	54,4	258,9	(170,7)	1 671,9	1 814,5	1 742,1	72,4
Au 31 Décembre 2022	54,3	212,2	(304,7)	1 966,2	1 928,0	1 862,1	65,9
Augmentation de capital	0,1	2,9	-	(0,1)	2,9	2,9	-
Charge IFRS 2 des plans de stock-options et d'actions de performance	-	-	-	12,9	12,9	12,9	-
Dividendes versés	-	-	-	(353,9)	(353,9)	(349,2)	(4,7)
Transactions sur actions propres	-	-	-	(1,1)	(1,1)	(1,1)	-
Rachat de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(0,2)	(0,2)	(0,2)	-
Autres mouvements (1)	-	-	-	7,2	7,2	6,2	1,0
Total des opérations avec les actionnaires	0,1	2,9	-	(335,2)	(332,2)	(328,5)	(3,7)
Résultat net	-	-	-	244,8	244,8	232,5	12,3
Autres éléments du résultat global	-	-	(73,7)	(2,3)	(76,0)	(72,5)	(3,5)
Résultat global	-	-	(73,7)	242,5	168,8	160,0	8,8
30 Juin 2023	54,4	215,1	(378,4)	1 873,5	1 764,6	1 693,6	71,0

- (1) Le poste « Autres mouvements » est constitué majoritairement de :
- la variation de la juste valeur des *puts* sur minoritaires ;
 - transferts de réserves entre la part revenant aux actionnaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les Notes en pages 42 à 53 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	S1 2023	S1 2022
Résultat avant impôts		358,0	345,8
Élimination des flux des opérations de financement et d'investissement		16,1	(4,0)
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie		13,2	26,1
Amortissements et dépréciations		135,3	129,0
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	15	(196,2)	(176,7)
Impôts payés		(104,3)	(107,2)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		222,1	213,0
Acquisitions de filiales	9	(14,0)	(45,7)
Cessions de filiales et d'activités		-	(1,2)
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles		(79,8)	(53,7)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles		3,4	1,7
Acquisitions d'actifs financiers non courants		(5,2)	(6,4)
Cessions d'actifs financiers non courants		5,1	11,3
Variation des prêts et avances consentis		1,8	2,4
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(88,7)	(91,6)
Augmentation du capital		2,9	3,2
Acquisition / Cession d'actions propres		(1,1)	(50,8)
Dividendes versés		(13,3)	(9,8)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières		-	42,3
Remboursement des emprunts et autres dettes financières		(0,1)	(2,9)
Remboursement des dettes avec les actionnaires		(0,2)	-
Remboursement des dettes et intérêts de location		(63,9)	(61,1)
Intérêts payés		(13,8)	(31,1)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(89,5)	(110,2)
Incidence des écarts de change		(16,5)	12,5
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		27,4	23,7
Trésorerie nette au début de la période		1 655,7	1 410,4
TRÉSORERIE NETTE À LA FIN DE LA PÉRIODE		1 683,1	1 434,1
Dont disponibilités et équivalents de trésorerie		1 687,7	1 449,0
Dont concours bancaires courants	12	(4,6)	(14,9)

Les Notes en pages 42 à 53 font partie intégrante des états financiers résumés.

2.2 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS

Note 1 Informations générales

Bureau Veritas SA (la « **Société** ») et l'ensemble de ses filiales constituent le Groupe Bureau Veritas (ci-dessous appelé « **Bureau Veritas** » ou le « **Groupe** »).

Depuis sa création en 1828, Bureau Veritas a développé une expertise reconnue pour aider ses clients à se conformer aux normes ou aux réglementations relatives à la qualité, l'hygiène et la santé, la sécurité, l'environnement et la responsabilité sociale. L'activité de Bureau Veritas consiste à inspecter, analyser, auditer ou certifier les produits, les actifs et les systèmes de management de ses clients par rapport à des référentiels réglementaires ou volontaires, pour délivrer ensuite des rapports de conformité.

Bureau Veritas SA est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration soumise aux dispositions du Livre II du Code de commerce applicables aux sociétés commerciales ainsi qu'à toutes autres dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés commerciales et à ses statuts.

Son siège social est situé Immeuble Newtime, 40/52 Boulevard du Parc, 92200 Neuilly-sur-Seine, France. Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro d'identification 775 690 621 RCS Nanterre. Le Code APE de la Société qui identifie le type d'activité de l'entreprise est le 7120B. Il correspond à l'activité analyses, essais et inspections techniques. Le numéro LEI (*Legal Entity Identifier*) de la Société est 969500TPU5T3HA5D1F11.

La Société a été constituée par acte des 2 et 9 avril 1868 reçu par Maître Delaunay, notaire à Paris. La durée de la Société expirera, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires conformément à la loi et aux statuts, le 31 décembre 2080.

Son exercice social débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le site internet de la Société est accessible à l'adresse suivante : <https://group.bureauveritas.com/fr>.

De 2004 à octobre 2007, le Groupe était détenu à plus de 99 % par Wendel. Le 24 octobre 2007, 37,2 % des titres de Bureau Veritas SA ont été admis sur le marché Euronext Paris.

Au 30 juin 2023, Wendel détient 35,45 % du capital de Bureau Veritas et 51,57% des droits de vote théoriques.

La Société consolidante ultime de Bureau Veritas est Wendel-Participations SE.

Ces états financiers consolidés semestriels résumés ont été arrêtés le 25 juillet 2023 par le Conseil d'administration.

Note 2 Faits marquants du premier semestre 2023

Dividende

À l'occasion de l'Assemblée Générale Ordinaire de Bureau Veritas, les actionnaires ont approuvé la distribution d'un dividende de 0,77 euro par action au titre de l'exercice 2022 avec une mise en paiement, en numéraire, le 6 juillet 2023.

Note 3 Principes et méthodes comptables

Base de préparation des états financiers

Ces états financiers consolidés résumés du premier semestre 2023 sont établis conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Ils doivent être lus en liaison avec les états financiers annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 qui ont été établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Évolution du référentiel IFRS

Les normes et textes applicables par le Groupe et entrés en vigueur à compter de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2023 sont les suivants :

- IFRS 17 sur les contrats d'assurance
- amendement d'IAS 1 sur les informations concernant les méthodes comptables
- amendement d'IAS 8 sur la définition des estimations comptables
- amendement d'IAS 12 sur l'impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction

Ces textes n'ont pas d'incidence significative au 30 juin 2023.

Note 4 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe, le Groupe utilise des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS.

Ces indicateurs sont définis ci-dessous :

Le résultat opérationnel ajusté représente le résultat opérationnel du Groupe avant prise en compte des éléments d'ajustement suivants :

- les amortissements des actifs incorporels issus des acquisitions ;
- les dépréciations et mises au rebut d'actifs immobilisés ;
- les pertes de valeurs des écarts d'acquisition ;
- les honoraires et charges d'acquisitions d'activités ;
- les ajustements des compléments de prix d'acquisition des activités ;
- les résultats de cession d'activités ;
- les charges de restructuration.

Lorsqu'une acquisition est réalisée en cours d'exercice, le montant des amortissements des actifs incorporels est calculé en tenant compte d'un *pro rata temporis*.

Étant donné la durée de la période d'ajustement permettant de déterminer la juste valeur des actifs et passifs acquis (12 mois), l'amortissement des actifs incorporels de l'année d'acquisition peut, dans certains cas, reposer sur une évaluation temporaire et être légèrement ajusté l'année suivante, lorsque la valeur finale des actifs incorporels est connue.

Comme le chiffre d'affaires, il s'agit d'un indicateur majeur suivi de manière interne, considéré par la Direction du Groupe comme représentatif de la performance opérationnelle dans son secteur d'activité.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2023	S1 2022
Résultat opérationnel	372,9	375,2
Amortissement des actifs incorporels issus des acquisitions	21,1	22,0
Dépréciation et mise au rebut d'actifs immobilisés	21,4	3,7
Charges de restructuration	18,6	8,9
Résultats de cessions d'activité et autres charges et produits relatifs aux acquisitions	0,2	1,1
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ	434,2	410,9

Le **résultat net ajusté part du Groupe** est défini comme le résultat net part du Groupe retraité des éléments d'ajustement nets d'impôt. Il ne concerne que le résultat des activités poursuivies.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2023	S1 2022
Résultat net part du Groupe	232,5	225,2
Produits/Charges relatifs aux acquisitions et autres éléments d'ajustement	61,3	35,7
Effet d'impôt	(15,6)	(8,4)
Intérêts minoritaires	(1,9)	(3,9)
RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE	276,3	248,6

Le **flux de trésorerie disponible** correspond aux flux nets de trésorerie liés à l'activité, retraités des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles et des intérêts financiers nets payés :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2023	S1 2022
Flux net de trésorerie généré par l'activité	222,1	213,0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(79,8)	(53,7)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3,4	1,7
Intérêts payés	(13,8)	(31,1)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE	131,9	129,9

Le **taux effectif d'impôt ajusté** est défini dans la Note 7 – Impôt sur le résultat. Le **dette financière nette ajustée** est définie dans la Note 12 – Dette Financière.

Note 5 Information sectorielle

Les types de services générant le chiffre d'affaires des différentes activités sont définis dans la Note 7 – Information sectorielle de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2022.

L'analyse sectorielle du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel est présentée telle qu'elle est suivie par le management du Groupe.

<i>(en millions d'euros)</i>	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel ajusté	
	S1 2023	S1 2022	S1 2023	S1 2022
Marine & Offshore	228,6	204,5	56,5	50,1
Agroalimentaire & Matières Premières	611,6	588,0	82,3	76,2
Industrie	618,3	562,4	76,1	62,2
Bâtiment & Infrastructures	868,8	777,8	106,4	103,9
Certification	227,8	209,2	41,7	40,0
Biens de consommation	349,1	351,5	71,2	78,5
TOTAL	2 904,2	2 693,4	434,2	410,9

La répartition géographique du chiffre d'affaires présentée ci-dessous est fondée sur le lieu dans lequel l'entité juridique est implantée, à l'exception de certains contrats mondiaux qui peuvent être opérés par une autre filiale que l'entité de facturation et dont le chiffre d'affaires est alloué à la région d'opération.

Cette répartition du chiffre d'affaires par région est la suivante :

	S1 2023	S1 2022
Europe	34,8%	34,6%
Asie & Pacifique	28,1%	29,9%
Amériques	28,1%	26,6%
Afrique & Moyen-Orient	9,0%	8,9%
TOTAL	100,0%	100,0%

Note 6 Éléments du résultat opérationnel

Les principaux postes concourant à la formation des postes « Achats & charges externes » et « autres produits et charges d'exploitation » inclus dans le résultat opérationnel se présentent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2023	S1 2022
Achats de matières	(99,6)	(97,8)
Sous-traitance opérationnelle	(300,5)	(245,7)
Locations immobilières et mobilières	(35,6)	(33,5)
Transports et déplacements	(224,0)	(192,6)
Frais de mission refacturés aux clients	88,0	62,4
Autres services extérieurs	(257,2)	(260,4)
Total achats et charges externes	(828,9)	(767,6)
Gains/(pertes) sur cessions et mises au rebut d'immobilisations corporelles et incorporelles	(7,6)	(0,6)
Gains/(pertes) sur cessions de filiales et d'activités	-	(0,3)
Autres produits et charges d'exploitation	13,4	16,4
Total autres produits et charges d'exploitation	5,8	15,5

Note 7 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 113,2 millions d'euros au premier semestre 2023, contre 111,1 millions d'euros au premier semestre 2022.

Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, s'établit à 31,6 % au premier semestre 2023 contre 32,1 % au premier semestre 2022.

Le TEI ajusté est de 30,7 %, en diminution de 0,6 point par rapport au premier semestre 2022. Il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustements.

La baisse observée résulte principalement d'un montant de distributions de dividendes depuis des pays supportant une retenue à la source en diminution sur la période.

Note 8 Écarts d'acquisition

Évolution des écarts d'acquisition au 30 juin 2023

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2023	S1 2022
Valeur brute	2 287,7	2 223,6
Pertes de valeur	(144,0)	(144,5)
Écarts d'acquisition au 1er janvier	2 143,7	2 079,1
Acquisitions d'activités consolidées de la période	-	35,4
Écarts de conversion et autres mouvements	(28,4)	113,2
Écarts d'acquisition au 30 juin	2 115,3	2 227,7
Valeur brute	2 255,7	2 375,1
Pertes de valeur	(140,4)	(147,4)
ÉCARTS D'ACQUISITION AU 30 JUIN	2 115,3	2 227,7

Dépréciation des écarts d'acquisition – Méthodologie et Résultats

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue au minimum une fois par an dans le cadre du processus de clôture annuelle. Ces écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation. À cette fin, ils sont affectés aux groupes d'UGT correspondant aux différentes lignes de business du groupe.

Au 30 juin 2023, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

Note 9 Acquisitions et cessions

Impact des variations de périmètre sur la trésorerie

Aucune acquisition n'a été réalisée au cours du premier semestre de l'exercice. Dès lors, l'impact « acquisitions de filiales » présenté dans le tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie pour un montant de (14,0) millions d'euros comprend essentiellement les décaissements sur acquisitions antérieures.

Actifs et passifs destinés à être cédés

Dans le cadre de la gestion active de son portefeuille d'activités, le Groupe a engagé le processus de cession de son activité d'inspection automobile aux États-Unis, dont la description figure en Note 20 – Évènement postérieur à la clôture de la section 2.2 du présent Rapport Financier Semestriel. Ce processus étant en cours au 30 juin 2023, les actifs et passifs afférents ont été reclassés sur des lignes dédiées du bilan pour leur valeur nette comptable.

La valeur nette comptable des actifs destinés à être cédés étant inférieure au prix de cession estimé, aucun ajustement de juste valeur n'a été comptabilisé au 30 juin 2023.

Note 10 Capital souscrit

Augmentation de capital

En lien avec l'exercice de 140 456 stock-options et la création de 1 145 610 actions, le Groupe a procédé à une augmentation de capital pour un montant de 0,1 million d'euros en capital et 2,9 millions d'euros en prime d'émission.

Capital social

Le nombre total d'actions composant le capital au 30 juin 2023 est de 453 730 520 actions.

Il était de 452 444 454 actions au 31 décembre 2022. Toutes les actions ont une valeur nominale de 0,12 euro et sont entièrement libérées.

Actions propres

Au 30 juin 2023, le Groupe possédait 207 893 actions auto-détenues dont la valeur comptable était inscrite en diminution des capitaux propres.

Note 11 Paiements en actions

Au premier semestre 2023, la charge nette totale relative aux paiements en actions comptabilisée par le Groupe s'élève à 12,9 millions d'euros (premier semestre 2022 : 13,7 millions d'euros) :

- la charge relative aux stock-options comptabilisée par le Groupe s'élève à 1,5 million d'euros (premier semestre 2022 : 1,4 million d'euros).
- la charge relative aux actions de performance attribuées par le Groupe s'élève à 11,4 millions d'euros (premier semestre 2022 : 12,3 millions d'euros).

Note 12 Dette financière

(en millions d'euros)	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 5 ans	Plus de 5 ans
Au 30 Juin 2023					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (+ 1 an)	890,3	-	(1,3)	181,1	710,5
Émission Obligataire	1 200,0	-	500,0	700,0	-
DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE	2 090,3	-	498,7	881,1	710,5
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	26,8	26,8	-	-	-
Émission Obligataire	500,0	500,0	-	-	-
Concours bancaires	4,6	4,6	-	-	-
DETTE FINANCIÈRE COURANTE	531,4	531,4	-	-	-
Au 31 Décembre 2022					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (+ 1 an)	902,0	-	(1,7)	(3,9)	907,6
Émission Obligataire	1 200,0	-	-	1 200,0	-
DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE	2 102,0	-	(1,7)	1 196,1	907,6
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	29,0	29,0	-	-	-
Émission obligataire	500,0	500,0	-	-	-
Concours bancaires	6,4	6,4	-	-	-
DETTE FINANCIÈRE COURANTE	535,4	535,4	-	-	-

Les principales caractéristiques et sources de financement sont décrites dans la section 1.4.2 – Financement du rapport d'activité semestriel.

Le montant de la dette financière brute a diminué de 15,7 millions d'euros entre le 31 décembre 2022 et le 30 juin 2023 pour atteindre 2 621,7 millions d'euros.

Cette diminution s'explique principalement par l'impact de la dépréciation du dollar américain contre euro sur les emprunts libellés dans cette devise.

Ratios d'endettement

Certains financements du Groupe sont soumis au respect de ratios définis contractuellement, applicables aux périodes de test du 30 juin et au 31 décembre.

Au 30 juin 2023, tous ces engagements étaient respectés. Ces engagements peuvent être résumés ainsi :

- le premier ratio est défini comme le rapport entre la dette financière nette ajustée sur l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise, et doit être inférieur à 3,5x. Au 30 juin 2023, ce ratio s'établissait à 0,95x ;
- le second ratio représente l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe et il doit être supérieur à 5,5x. Au 30 juin 2023, ce ratio s'élevait à 26,10x.

Répartition par devise

Au 30 juin 2023, la décomposition par devise de la dette financière brute hors concours bancaires se présente comme suit :

Devise d'emprunt (en millions d'euros)	Juin 2023	Décembre 2022
Dollar US (USD)	702,4	715,4
Euro (EUR)	1 914,8	1 915,6
TOTAL	2 617,2	2 631,0

Répartition taux fixe / taux variable

Au 30 juin 2023, la dette financière brute hors concours bancaires est intégralement à taux fixe.

Indicateur financier non défini par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe sur la dette financière, le Groupe utilise comme indicateur la **dette financière nette ajustée**. Cet indicateur non défini par les normes IFRS est déterminé selon la définition issue des ratios bancaires du Groupe :

(en millions d'euros)	Juin 2023	Décembre 2022
Dette financière non courante	2 090,3	2 102,0
Dette financière courante	531,4	535,4
DETTE FINANCIÈRE BRUTE	2 621,7	2 637,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 687,7)	(1 662,1)
DETTE FINANCIÈRE NETTE	934,0	975,3
Instrument de couverture de devises (selon ratios bancaires)	(3,2)	-
DETTE FINANCIÈRE NETTE AJUSTÉE	930,8	975,3

Note 13 Garanties et cautions données

Les garanties et cautions données par le Groupe au 30 juin 2023 sont stables par rapport au 31 décembre 2022.

Note 14 Provisions pour risques et charges

La variation des provisions pour risques et charges au cours du premier semestre 2023 se présente ainsi :

(en millions d'euros)	Décembre 2022	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Effet de l'actualisation	Écarts de conversion et autres mouvements	Juin 2023
Provisions pour litiges sur contrats	35,9	3,3	(1,5)	(4,6)	(3,2)	-	29,9
Autres provisions pour risques et charges	37,0	11,5	(3,7)	(3,2)	-	0,3	41,9
TOTAL PROVISIONS	72,9	14,8	(5,2)	(7,8)	(3,2)	0,3	71,8

Provisions pour litiges sur contrats

Les provisions pour litiges sur contrats inscrites au bilan au 30 juin 2023 prennent en compte les principaux litiges présentés à la section 1.5 – Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice du rapport d'activité.

Sur la base des garanties d'assurance disponibles et/ou des provisions comptabilisées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, le Groupe estime que ces sinistres n'auront pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés.

Autres provisions pour risques et charges

Le poste « Autres provisions pour risques et charges » inclut les provisions pour restructurations, les provisions pour pertes à terminaison, ainsi que d'autres provisions dont le montant pris individuellement est non significatif.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a eu connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Note 15 Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité s'élève à (196,2) millions d'euros au 30 juin 2023 contre (176,7) millions d'euros au 30 juin 2022.

Elle se ventile comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2023	S1 2022
Créances clients et actifs sur contrats	(97,5)	(89,2)
Fournisseurs et comptes rattachés	(16,6)	7,8
Autres débiteurs et créditeurs	(82,1)	(95,3)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ	(196,2)	(176,7)

Note 16 Résultat par action

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	S1 2023	S1 2022
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	232 455	225 234
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	452 413	452 053
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (€)	0,51	0,50

Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de tous les instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif.

La Société possède deux catégories d'instruments ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions et des actions de performance.

	S1 2023	S1 2022
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	232 455	225 234
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	456 653	456 892
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (€)	0,51	0,49

Note 17 Dividende par action

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est réunie le 22 juin 2023.

Toutes les résolutions soumises au vote de l'Assemblée Générale ont été adoptées, parmi lesquelles l'approbation du versement d'un dividende de 0,77 euro par action à payer en numéraire le 6 juillet 2023.

Note 18 Information complémentaire sur les instruments financiers

Le tableau suivant présente, par catégorie d'instruments financiers selon IFRS 9, les valeurs comptables, leur décomposition par type de valorisation et leur juste valeur à la clôture de chaque exercice :

(en millions d'euros)	Mode de valorisation au bilan selon la norme IFRS 9				
	Valeur au bilan	Coût amorti	Hiérarchie de la juste valeur selon la norme IFRS 7		Juste valeur totale
			Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par compte de résultat	
Au 30 Juin 2023					
Actifs financiers					
Autres actifs financiers	119,0	117,2	-	1,8	119,0
Instruments financiers dérivés	8,5	-	-	8,5	8,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 687,7	-	-	1 687,7	1 687,7
<i>dont Équivalents de trésorerie</i>	-	-	-	885,8	885,8
<i>dont Trésorerie</i>	-	-	-	801,9	801,9
Niveau 1				1 687,7	
Niveau 2				10,3	
Niveau 3				-	
Passifs financiers					
Dettes financières	2 621,7	2 621,7	-	-	2 468,9
Autres passifs financiers	524,5	385,3	139,2	-	524,5
Dettes financières de location	407,0	407,0	-	-	407,0
Instruments financiers dérivés	5,3	-	-	5,3	5,3
Niveau 1				-	
Niveau 2			139,2	5,3	
Niveau 3			-	-	
Au 31 Décembre 2022					
Actifs financiers					
Autres actifs financiers	130,2	128,5	-	1,7	130,2
Instruments financiers dérivés	6,3	-	-	6,3	6,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 662,1	-	-	1 662,1	1 662,1
<i>dont Équivalents de trésorerie</i>	-	-	-	720,8	720,8
<i>dont Trésorerie</i>	-	-	-	941,3	941,3
Niveau 1				1 662,1	
Niveau 2				8,0	
Niveau 3				-	
Passifs financiers					
Dettes financières	2 637,4	2 637,4	-	-	2 433,2
Autres passifs financiers	210,9	62,7	148,2	-	210,9
Dettes financières de location	407,8	407,8	-	-	407,8
Instruments financiers dérivés	6,3	-	-	6,3	6,3
Niveau 1				-	
Niveau 2			148,2	6,3	
Niveau 3			-	-	

Au 30 juin 2023, le risque de conversion, le risque de change opérationnel, le risque de change financier ainsi que le risque de taux d'intérêt sont les mêmes que ceux décrits dans la Note 33 – Information complémentaire sur les instruments financiers de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2022.

Analyse de sensibilité au risque de change opérationnel

Pour les activités du Groupe qui s'exercent sur des marchés locaux, les recettes et les coûts sont exprimés pour l'essentiel en devise locale. Pour les activités du Groupe liées à des marchés globalisés, une partie du chiffre d'affaires est libellée en dollar américain.

La part du chiffre d'affaires consolidé sur le premier semestre 2023 libellée en dollar américain dans les pays dont la devise fonctionnelle diffère de celle-ci ou des devises qui lui sont corrélées s'élève à 8 %.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est essentiellement généré par des éléments d'actif et de passif portant intérêt à taux variable. La politique du Groupe à cet égard consiste à limiter l'impact de la hausse des taux d'intérêt et s'appuie si nécessaire sur des instruments dérivés de taux.

Le Groupe suit mensuellement son exposition au risque de taux et apprécie le niveau des couvertures mises en place ainsi que leur adaptation au sous-jacent. Sa politique consiste, en tout état de cause, à ne pas être exposé au risque d'augmentation des taux d'intérêt pour une part supérieure à 60 % de la dette nette consolidée. Ainsi, le Groupe est susceptible de conclure des accords de *swaps*, tunnels ou autres instruments de façon à se conformer aux objectifs fixés. Les instruments utilisés sont de nature non spéculative. Au 30 juin 2023, le Groupe ne dispose pas de couverture de taux.

La dette supérieure à cinq ans, soit 710,5 millions d'euros, est à taux fixe. Au 30 juin 2023, l'ensemble de la dette brute consolidée du Groupe, hors concours bancaires, était à taux fixe.

Note 19 Transactions avec les parties liées

Au 30 juin 2023, les parties liées ainsi que la nature des transactions avec les parties liées sont identiques à celles décrites dans la Note 34 – Transactions avec les parties liées de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2022.

Note 20 Événement postérieur à la clôture

En juillet 2023, le Groupe a vendu son activité d'inspection automobile aux États-Unis représentant moins de 20 millions d'euros de chiffre d'affaires annualisé. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la gestion active du portefeuille du groupe.

Note 21 Périmètre de consolidation

Il n'y a pas de changement significatif dans la liste des sociétés consolidées par intégration globale ou mise en équivalence au 30 juin 2023 par rapport à celle figurant dans la Note 37 – Périmètre de consolidation de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2022.

2.3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2023 (PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2023)

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BUREAU VERITAS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La Défense, le 25 juillet 2023

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG Audit

François Guillon

Serge Pottiez

3. DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé figurant au Chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2023 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au Chapitre 1 – Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2023 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes consolidés au 30 juin 2023, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2023.

Neuilly-sur-Seine, le 26 juillet 2023

Hinda Gharbi
Directrice Générale de Bureau Veritas



Shaping a World of Trust*

Immeuble Newtime, 40/52, Boulevard du Parc – 92200 Neuilly-sur-Seine – France
Tél. : +33 (0)1 55 24 70 00 – Fax : +33 (0)1 55 24 70 01 – www.bureauveritas.com

**Bâtir un monde de confiance*